

GOUVERNER LA LANGUE ARABE

Miguel Casiri et les arabisants du roi d'Espagne au siècle des Lumières

[Thomas Glesener](#)

Éditions de l'EHESS | « [Annales. Histoire, Sciences Sociales](#) »

2021/2 76e année | pages 227 à 267

ISSN 0395-2649

ISBN 9782713229060

DOI 10.1017/ahss.2020.127

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-Annales-2021-2-page-227.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Gouverner la langue arabe

Miguel Casiri et les arabisants du roi d'Espagne au siècle des Lumières

Thomas Glesener

En 1760, la publication à Madrid du premier volume de la *Bibliotheca arabico-hispana Escorialensis* a été un événement éditorial en Europe. Ce monument d'érudition bibliographique répertoriait, pour la première fois, les 1 851 manuscrits arabes conservés dans les collections royales du palais de l'Escorial. Envisagé depuis plus d'un siècle, plusieurs fois ajourné, ce recensement était attendu par toute la république des Lettres. Alors que les manuscrits arabes se monnaient chèrement à Rome, Paris et Amsterdam, les spéculations sur l'existence de trésors cachés dans les réserves de l'Escorial allaient bon train. Depuis des dizaines d'années, les cercles érudits espagnols appelaient de leurs vœux une telle entreprise, dans l'espoir d'exhumer aussi bien l'héritage littéraire et savant d'Al-Andalus que des textes oubliés du christianisme primitif. Il s'agissait, par la même occasion, d'impulser l'étude des langues orientales en Espagne et de développer l'imprimerie en caractères arabes, afin de placer Madrid sur la carte des capitales de l'orientalisme européen. À cette époque, le modèle de l'érudition bibliographique en langues orientales demeure la *Bibliotheca orientalis Clementino-Vaticana*, le catalogue de la Bibliothèque vaticane, dressée par le maronite Giuseppe Simone Assemani¹. C'est donc à Rome, dans le cercle prestigieux des orientalistes originaires du mont Liban, que la couronne espagnole est allée recruter Miguel Casiri (Miḥā'il al-Ġazīrī), le maître d'œuvre du chantier de l'Escorial. Soutenu par les érudits arabisants espagnols, Casiri (1708-1791)

1. Giuseppe Simone ASSEMANI, *Bibliotheca orientalis Clementino-Vaticana*, Rome, Typis Sacrae Congregationis de Propaganda Fide, 4 vol., 1719-1728.

s'installe à Madrid en 1747, où il va jouer pendant plus de quarante ans un rôle central dans l'étude et l'expertise en langues orientales. Cependant, le catalogue des manuscrits arabes de l'Escorial est aussi un monument érigé à la gloire du despotisme éclairé. En ouvrant sa bibliothèque, en faisant venir un expert, en finançant l'entreprise, le roi d'Espagne scelle une alliance avec les cercles lettrés autour de la renaissance des lettres arabes. Dans l'introduction de la *Bibliotheca arabico-hispana*, Casiri saluait en Ferdinand VI le protecteur des arts et des lettres tandis que lui-même se représentait en paladin de l'orientalisme, répondant à l'appel du roi afin « d'engager le combat pour soumettre une province presque inexplorée² ».

Cet événement éditorial, l'un des plus commentés de l'histoire de l'orientalisme espagnol, souligne combien l'État royal a joué un rôle moteur dans le développement de l'étude de la langue arabe en Espagne au XVIII^e siècle³. Il montre également le crédit accordé aux chrétiens orientaux dans l'expertise linguistique, alors même qu'il existait une longue tradition arabisante en Espagne⁴. Il éclaire aussi comment, au XVIII^e siècle, la récupération des textes arabes est devenue un impératif pour les cercles érudits espagnols, rompant ainsi avec la défiance entretenue envers une langue soupçonnée d'être le véhicule de pratiques crypto-musulmanes⁵. Le contexte de publication de la *Bibliotheca arabico-hispana* offre donc une entrée privilégiée pour observer les particularités de la constitution du champ des études arabes en Espagne à l'époque moderne, et en décrypter les paradoxes.

Une première caractéristique tient à la dimension domestique de l'orientalisme espagnol, dans la mesure où l'intérêt pour la langue arabe s'enracine dans des problématiques locales. Depuis le Moyen Âge, l'arabe est étudié pour faciliter l'évangélisation des populations musulmanes de la péninsule Ibérique. Plus tard, à la fin du XVI^e siècle, une attention nouvelle pour les textes arabes voit le jour, en relation avec les origines antiques et médiévales de l'Espagne⁶. Alors que les manuscrits

2. Miguel CASIRI, *Bibliotheca arabico-hispana Escorialensis*, vol. 1, Madrid, A. Perez de Soto, 1760, p. II-III.

3. José F. ALCARAZ GÓMEZ, *Jesuitas y reformismo. El padre Francisco de Rázcago (1747-1755)*, Valence, Facultad de teología San Vicente Ferrer, 1995 ; Antonio MESTRE SANCHÍS, *Historia, fueros y actitudes políticas. Mayans y la historiografía del XVIII*, Valence, Universitat de València, 2001.

4. Fernando RODRÍGUEZ MEDIANO, « Fragmentos de orientalismo español del s. XVII », *Hispania*, 66-222, 2006, p. 243-276 ; Mercedes GARCÍA-ARENAL et Fernando RODRÍGUEZ MEDIANO, « Los libros de los moriscos y los eruditos orientales », *Al-Qanṭara*, 31-2, 2010, p. 611-646 ; John-Paul A. GHOBRIAL, « The Secret Life of Elias of Babylon and the Uses of Global Microhistory », *Past & Present*, 222, 2014, p. 51-93.

5. Jesús TORRECILLA, *Guerras literarias del XVIII español. La modernidad como invasión*, Salamanca, Ediciones Universidad Salamanca, 2008, p. 127-154.

6. Ramon LOURIDO DÍAZ, « El estudio del la lengua árabe entre los franciscanos de Marruecos (siglos XIII-XVIII) », *Archivo ibero-americano*, 60-235, 2000, p. 3-34 ; Mercedes GARCÍA-ARENAL et Fernando RODRÍGUEZ MEDIANO, *Un Oriente español. Los moriscos y el Sacromonte en tiempos de Contrarreforma*, Madrid, Marcial Pons, 2010 ; Nuria MARTÍNEZ DE CASTILLA MUÑOZ, « The Teaching and Learning of Arabic in Salamanca in the Early Modern Period », in J. LOOP, A. HAMILTON et C. BURNETT (dir.), *The Teaching and Learning of Arabic in Early Modern Europe*, Leyde, Brill, 2017, p. 163-188.

arabes alimentent principalement les polémiques théologiques en Europe entre catholiques et protestants, l'« Orient intérieur » des érudits espagnols se montre plus soucieux de l'exhumation de textes progressivement considérés comme des antiquités nationales⁷. En dépit de préoccupations centrées sur leur propre histoire, qui requéraient la maîtrise des formes vernaculaires de l'arabe, les arabisants espagnols n'ont pas été moins séduits que leurs confrères européens par le prestige de l'arabe classique. Cela explique le crédit accordé aux érudits de la diaspora maronite – dont l'autorité en Europe fut construite sur la maîtrise des langues orientales –, qui leur permit d'étendre leur toile jusque dans la Péninsule⁸. Dès le début du XVII^e siècle, le recours à ces experts étrangers, maniant un registre linguistique différent de ceux en usage en Espagne, coïncide avec l'expulsion des morisques du royaume. Alors que les livres en langue arabe sont purgés de l'espace public, ces mêmes textes prennent place dans les collections royales et sont l'objet d'une nouvelle scrutation savante⁹. En dépit de tentatives menées au début du XVI^e siècle pour faire coexister le pluralisme linguistique, la pratique de la langue arabe est finalement interdite pour la grande majorité de ses locuteurs¹⁰. Néanmoins, sur les ruines de la culture arabomusulmane ibérique, une minorité privilégiée émerge, composée d'interprètes et de traducteurs venus d'Espagne, d'Italie ou du Proche-Orient.

De nombreux auteurs ont cherché à élucider ces paradoxes à partir de la difficile séparation de la langue arabe et de la religion musulmane. Ce problème traverse en réalité toute l'histoire de l'orientalisme européen¹¹, mais il aurait connu

7. J. TORRECILLA, *Guerras literarias del XVIII español*, op. cit., p. 127. Ces préoccupations locales se couplent, à l'image des orientalistes européens, avec un intérêt pour les chrétientés orientales et l'histoire générale du Proche-Orient: M. GARCÍA-ARENAL et F. RODRÍGUEZ MEDIANO, *Un Oriente español*, op. cit., p. 403-431.

8. Maroun-Nasser GEMAYEL, *Les échanges culturels entre les Maronites et l'Europe. Du Collège maronite de Rome (1584) au Collège de Ayn-Warqa (1789)*, Beyrouth, Impr. Gemayel, 2 vol., 1984; Bernard HEYBERGER, *Les chrétiens du Proche-Orient au temps de la Réforme catholique (Syrie, Liban, Palestine, XVII^e-XVIII^e siècle)*, Rome, École française de Rome, 1994; Aurélien GIRARD, « Histoire connectée du monachisme oriental. De l'érudition catholique en Europe aux réformes monastiques au Mont Liban (XVII^e-XVIII^e siècles) », in J. KRAYE et J. LOOP (dir.), *Scholarship between Europe and the Levant: Essays in Honour of Alastair Hamilton*, Leyde, Brill, 2020, p. 173-194.

9. Daniel HERSHENZON, « Traveling Libraries: The Arabic Manuscripts of Muley Zidan and the Escorial Library », *Journal of Early Modern History*, 18-6, 2014, p. 535-558; Nuria MARTÍNEZ DE CASTILLA MUÑOZ, « 'Hacer libros no tiene fin'. Los moriscos y su patrimonio manuscrito », in C. ESTEVE (dir.), *El texto infinito. Tradición y reescritura en la Edad Media y el Renacimiento*, Salamanque, Sociedad de estudios medievales y renacentistas, 2014, p. 749-758.

10. Claire GILBERT, « A Grammar of Conquest: The Spanish and Arabic Reorganization of Granada after 1492 », *Past & Present*, 239, 2018, p. 3-40.

11. Dans une perspective saïdienne, l'orientalisme a été envisagé comme une entreprise de sécularisation du regard porté sur le monde arabe: Edward W. SAID, *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, trad. par C. Malamoud, Paris, Éd. du Seuil, [1978] 2015, p. 203-220. Dans le champ de l'histoire sociolinguistique de la langue arabe, le problème du « poids idéologique des traditions linguistiques » est toujours d'actualité, comme en témoignent les réflexions récentes de Benoît GRÉVIN, « Langues d'Islam et sociétés médiévales », *Annales HSS*, 70-3, 2015, p. 563-576, ici p. 569.

une acuité particulière dans les sociétés ibériques, où la répression de l'islam a été une réalité très concrète jusqu'au début du XVII^e siècle et au-delà. Alors que l'usage de l'arabe, suspecté d'accointances musulmanes, fut systématiquement réprimé, on valorisa progressivement une pratique linguistique désislamisée. Dès lors, un champ des études arabes se serait constitué à travers et grâce à la lente séparation de la langue et de la religion. Sur la base de ce postulat, l'essor des études arabes en Espagne a été narré de deux manières bien différentes au cours des quatre dernières décennies.

Un premier grand récit, forgé au moment de la transition démocratique post-franquiste, s'articule autour de la sécularisation de la langue arabe. Il met l'accent sur l'arrachement des études arabes à une double matrice religieuse, musulmane d'une part, par la valorisation d'une langue désislamisée, et chrétienne de l'autre, par l'intérêt pour la langue elle-même, dans sa dimension historique et philologique, débarrassée des considérations pratiques liées à l'évangélisation des populations musulmanes. Cette sécularisation aurait ouvert la voie à une approche scientifique de la langue, considérée désormais comme un objet d'étude en soi, et non plus seulement comme un instrument de communication tendu vers d'autres fins. Ce récit historique élaboré pendant la transition a permis aux arabisants espagnols de rompre avec les ambitions hégémoniques de l'africanisme qui, depuis le XIX^e siècle, en cherchant à forger une science coloniale, avait annexé de larges pans des études arabes¹². Plus récent, le second récit se fonde aussi sur l'idée d'une hostilité principielle envers l'islam, duquel il aurait fallu détacher la langue arabe. Cependant, ce mouvement d'émancipation ne répond plus à une logique de sécularisation de la langue, mais à une volonté de la christianiser. Selon cette perspective, le développement de l'érudition arabe ne serait plus dicté par le dépassement des cadres religieux, mais par son déplacement d'une religion à l'autre. Ce transfert culturel, opéré à l'origine par des érudits morisques pour contrer les discriminations dont ils étaient victimes, aurait durablement influencé la manière dont les études arabes se sont développées en Espagne¹³. Cette lecture participe du renouvellement récent de l'histoire des sciences dans le monde ibérique, qui s'attache à dégager les traits d'une première révolution scientifique ayant accompagné l'expansion impériale. Née dans des sociétés qui ne remplissaient aucun des critères généralement retenus par la généalogie des sciences modernes (régimes libéraux, sphère publique, scepticisme, etc.), cette première

12. Manuela MANZANARES DE CIRRE, *Arabistas españoles del siglo XIX*, Madrid, Instituto hispano-árabe de cultura, 1972; Bernabé LÓPEZ GARCÍA, « Arabismo y orientalismo en España. Radiografía y diagnóstico de un gremio escaso y apartadizo », *Awra. Estudios sobre el mundo árabe e islámico contemporáneo*, 11, 1990, p. 35-69; Rocío VELASCO DE CASTRO, « Arabismo y colonialismo español. Pascual de Gayangos y la cuestión marroquí », *Revista de historia*, 22, 2009, p. 245-262; Bernabé LÓPEZ GARCÍA, *Orientalismo e ideología colonial en el arabismo español (1840-1917)*, Grenade, Universidad de Granada, 2011; Isis MONSERRAT GUERRERO MORENO, « Surgimiento y desarrollo del arabismo español como disciplina académica en las primeras décadas del siglo XIX », *Antrópica. Revista de ciencias sociales y humanidades*, 2-3, 2016, p. 22-37.

13. M. GARCÍA-ARENAL et F. RODRÍGUEZ MEDIANO, *Un Oriente español*, op. cit.

révolution aurait pourtant jeté les bases de l'essor scientifique des XVII^e et XVIII^e siècles¹⁴. Dans le cas des études arabes, le récit de la christianisation a permis de mettre en évidence les connexions multiples entre les orientalismes espagnol et européen, en montrant non seulement que l'érudition arabe dans le monde hispanique s'était développée de manière plus précoce qu'on ne le pensait, mais aussi que sa dimension chrétienne n'avait pas été un obstacle – bien au contraire – à l'essor de l'expertise linguistique¹⁵.

En dépit de leurs divergences, ces deux récits offrent ainsi une explication de longue durée sur le processus de désislamisation de la langue arabe, considéré dans les deux cas comme une étape nécessaire à la constitution d'un champ linguistique spécialisé. Les différences superficielles masquent donc une parenté commune, qui se traduit dans la place que chacun de ces récits réserve à Casiri. Pour les tenants de la sécularisation, Casiri a été l'un des fondateurs des études arabes en Espagne. Avec lui, selon James T. Monroe, « l'approche moderne des études arabes s'est finalement imposée¹⁶ ». Cette modernité associée au personnage se caractérise par une étude de la langue débarrassée du double carcan musulman et chrétien, par l'attention portée à l'arabe classique au détriment de ses formes vernaculaires, par la préférence donnée aux tâches nobles de l'érudition (traduction, bibliographie) par rapport aux usages pratiques et, enfin, par les liens entretenus

14. Voir notamment Jorge CAÑIZARES-ESGUERRA, *Nature, Empire, and Nation: Explorations of the History of Science in the Iberian World*, Stanford, Stanford University Press, 2006; Antonio BARRERA-OSORIO, *Experiencing Nature: The Spanish American Empire and the Early Scientific Revolution*, Austin, University of Texas Press, 2006; María M. PORTUONDO, *Secret Science: Spanish Cosmography and the New World*, Chicago, The University of Chicago Press, 2009. Pour une lecture critique de ce courant: Juan PIMENTEL et José PARDO-TOMÁS, « And Yet, We Were Modern: The Paradoxes of Iberian Science after the Grand Narratives », *History of Science*, 55-2, 2017, p. 133-147.

15. Fernando RODRÍGUEZ MEDIANO, « Diego de Urrea en Italia », *Al-Qanṭara*, 25, 2004, p. 183-202; Fernando RODRÍGUEZ MEDIANO et Mercedes GARCÍA ARENAL, « De Diego de Urrea a Marcos Dobelio. Intérpretes y traductores de los plomos », in B. AGUILERA et M. GARCÍA ARENAL (dir.), *Los plomos del Sacromonte. Invención y tesoro*, Valence, Universitat de València, 2006, p. 297-334; M. GARCÍA-ARENAL et F. RODRÍGUEZ MEDIANO, « Los libros de los moriscos y los eruditos orientales », art. cit.; Mercedes GARCÍA-ARENAL et Fernando RODRÍGUEZ MEDIANO, « Conexiones de la Accademia dei Lincei con España en los orígenes del orientalismo europeo », in M. E. CADEDDU et M. GUARDO (dir.), *Il tesoro messicano. Libri e saperi tra Europa e Nuovo Mondo*, Rome, Leo S. Olschki Editore, 2013, p. 257-275; José Manuel FLORISTÁN IMÍZCOZ, « Diego de Urrea (c. 1559-octubre de 1616), traductor de árabe, turco y persa en la corte de España. Nuevas noticias biográficas », *Boletín de la Real academia de la historia*, 210-2, 2013, p. 227-274; *id.*, « Francisco de Gurmendi, intérprete de árabe, turco y persa en la corte de Felipe III », *Boletín de la Real academia de la historia*, 211, 2014, p. 357-375; Mercedes GARCÍA-ARENAL et Fernando RODRÍGUEZ MEDIANO, « Arabic Manuscripts in Motion and Converted Muslims: Between Spain and Rome », *Erudition and the Republic of Letters*, 3-4, 2018, p. 367-368; Daniel HERSHENZON, « Doing Things with Arabic in the Seventeenth-Century Escorial », *Philological Encounters*, 4-3/4, 2019, p. 159-181.

16. James T. MONROE, *Islam and the Arabs in Spanish Scholarship: Sixteenth Century to the Present*, Leyde, Brill, 1970, p. 32.

avec les grands foyers intellectuels de l'Europe des Lumières. Le Casiri forgé pendant la transition espagnole est avant tout un Européen, bien plus qu'un Oriental¹⁷. Dans les formulations les plus radicales, il est celui qui importe, depuis la France et l'Italie, un savoir qui avait totalement disparu en Espagne depuis la chute de Grenade, reprenant par là un discours élaboré par Casiri lui-même¹⁸. À l'inverse, dans les études plus récentes, la figure de Casiri ne joue plus un rôle aussi central puisque la modernité aurait commencé avant lui, avec le travail de christianisation de la langue inauguré par les érudits morisques à la fin du XVI^e siècle. Son œuvre a fait l'objet d'un réexamen, son apport ne devant plus être lu à l'aune de la sécularisation des lettres arabes, mais dans le prolongement de l'érudition morisque. L'originalité de Casiri aurait consisté à articuler deux traditions arabisantes chrétiennes nées aux deux extrémités de la Méditerranée : un siècle et demi après l'expulsion des morisques, il aurait contribué à la réhabilitation d'une chrétienté arabe occidentale calquée sur la chrétienté orientale dont il était lui-même issu¹⁹. Le portrait de Casiri dressé à la sortie du franquisme, l'Européen et le fondateur, est ainsi retouché de manière à en faire le médiateur culturel entre les chrétientés arabes de la Méditerranée. Cette relecture ne reste pas moins marquée du sceau de la modernité, mais d'une modernité paradoxale, faite de connexions et d'hybridations culturelles, dans laquelle l'essor des sciences, loin de se limiter à l'Europe, se construit à travers des trajectoires interconnectées dans un monde en voie de globalisation²⁰. Paradoxalement, ce tournant global n'a fait que raviver une problématique très ancienne du débat national espagnol, pendant

17. L'apport d'historiens libanais n'y a rien changé, car ils étaient eux aussi attachés à souligner l'apport des chrétiens d'Orient à la modernité scientifique, confortant de ce fait la dimension européenne de Casiri. Voir Michel BREYDY, *Michel Gharzieh al-Ghasiri. Orientaliste libanais du XVIII^e siècle*, Harissa, Impr. Saint-Paul, 1950 ; M.-N. GEMAYEL, *Les échanges culturels entre les Maronites et l'Europe*, vol. 1, *op. cit.*, p. 553-578.

18. Préface de Pedro Chalmeta Gendrán dans M. MANZANARES DE CIRRE, *Arabistas españoles del siglo XIX*, *op. cit.*, p. 7-18. Voir aussi Braulio JUSTEL CALABOZO, « Miguel Casiri, impulsor del orientalismo español », colloque « La civilisation d'al-Andalus dans le temps et dans l'espace », Mohammédia, Université Hassan II, 1993, p. 17-28 ; Maroun-Nasser GEMAYEL, Ignacio SAADÉ et Antoine KHATER, « Miguel Casiri, impulsor del arabismo en España », *Encuentro islamo-cristiano*, 312, 1998, p. 1-12, https://www.africafundacion.org/encuentro_islam/Documentos/1998/Encuentro_312.pdf.

19. Cette interprétation s'appuie sur une réévaluation de l'œuvre de Casiri, reprenant une idée formulée par P. Massad, selon laquelle le travail le plus important de Casiri n'aurait pas été la *Bibliotheca arabico-hispana*, mais les *Canons conciliaires de l'Église* : P. MASSAD, « Casiri y uno de sus estudios inéditos », *Boletín de la Real academia de la historia*, 144-1, 1959, p. 15-47, ici p. 38-40 ; M. GARCÍA-ARENAL et F. RODRÍGUEZ MEDIANO, « Los libros de los moriscos y los eruditos orientales », art. cit. ; Fernando RODRÍGUEZ MEDIANO, « Conversion, langue et histoire. La christianisation de la langue arabe dans l'Espagne moderne », in J. DAKHLIA et W. KAISER (dir.), *Les musulmans dans l'histoire de l'Europe*, t. 2, *Passages et contacts en Méditerranée*, Paris, Albin Michel, 2013, p. 537-563.

20. John B. SHANK, « After the Scientific Revolution: Thinking Globally about the Histories of the Modern Sciences », *Journal of Early Modern History*, 21-5, 2017, p. 377-393. Sur les évolutions récentes de l'histoire des sciences, voir la discussion critique de Roger CHARTIER, « Sciences et savoirs », *Annales HSS*, 71-2, 2016, p. 449-464.

et après le franquisme, qui a cherché dans l'histoire des minorités religieuses ségréguées les ferments d'un devenir possible de l'Espagne susceptible de démentir l'essentialisme porté par le récit national catholique²¹. Par conséquent, qu'elle soit lue au prisme de la sécularisation ou de la christianisation, l'histoire de la langue arabe en Espagne est restée structurée autour du grand récit de la modernisation.

En s'efforçant d'extraire la figure de Casiri des grandes généalogies de l'essor des études arabes, cette contribution voudrait proposer de nouvelles pistes pour l'étude des arabisants espagnols à l'époque moderne. Le premier pas consiste à déplacer la focale d'une histoire intellectuelle des langues vers une histoire sociale de la production et de l'usage des savoirs linguistiques. De nombreux travaux ont mis en évidence, au cours des dernières années, l'importance occupée par les locuteurs et les praticiens ordinaires de la langue dans le maniement des langues orientales, et ce depuis le Moyen Âge, obligeant à étendre la chronologie et à décentrer le regard des cercles érudits et de leurs œuvres²². Cet élargissement n'a certes pas toujours été accompagné d'une remise en question des problématiques de l'histoire intellectuelle, notamment quand il se focalise sur la contribution des acteurs profanes à l'émergence d'une approche savante de la langue. En revanche, lorsque ces recherches se sont attachées à l'exploration minutieuse des contextes profanes, elles ont mis au jour des usages incarnés et localisés de l'expertise en langues orientales. Le travail linguistique apparaît dès lors bien plus diversifié, se construisant localement selon le crédit accordé aux locuteurs davantage que par

21. Brian A. CATLOS, « Christian-Muslim-Jewish Relations, Medieval 'Spain', and the Mediterranean: An Historiographical Op-Ed », in M. M. HAMILTON et N. SILLERAS-FERNÁNDEZ (dir.), *In and Of the Mediterranean: Medieval and Early Modern Iberian Studies*, Nashville, Vanderbilt University Press, 2015, p. 1-16; Jesús TORRECILLA, *España al revés. Los mitos del pensamiento progresista*, Madrid, Marcial Pons, 2016, p. 155-206; Antonio FEROS, *Speaking of Spain: The Evolution of Race and Nation in the Hispanic World*, Cambridge, Harvard University Press, 2017, p. 76-108.

22. Benoît GRÉVIN (dir.), *Maghreb-Italie. Des passeurs médiévaux à l'orientalisme moderne (XIII^e-milieu XX^e siècle)*, Rome, École française de Rome, 2010; Mathieu GRENET, « Alexis Gierra, 'interprète juré des langues orientales' à Marseille. Une carrière entre marchands, frères et réfugiés (fin XVIII^e-premier tiers du XIX^e siècle) », in G. BUTI, M. JANIN-THIVOS et O. RAVEUX (dir.), *Langues et langages du commerce en Méditerranée et en Europe à l'époque moderne*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2013, p. 57-70; John-Paul A. GHOBRIAL, « The Life and Hard Times of Solomon Negri: An Arabic Teacher in Early Modern Europe », in J. LOOP, A. HAMILTON et C. BURNETT (dir.), *The Teaching and Learning of Arabic in Early Modern Europe*, op. cit., p. 310-331; Claire GILBERT, « Transmission, Translation, Legitimacy and Control: The Activities of a Multilingual Scribe in Morisco Granada », in G. MANDALÀ et I. PÉREZ MARTÍN (dir.), *Multilingual and Multigraphic Documents and Manuscripts of East and West*, Piscataway, Gorgias Press, 2018, p. 425-460. Cette attention aux formes ordinaires de l'intermédiation linguistique a également renouvelé l'intérêt pour les langues métisses : Natividad PLANAS, « L'usage des langues en Méditerranée occidentale à l'époque moderne », in J. DAKHLIA (dir.), *Trames de langues. Usages et métissages linguistiques dans l'histoire du Maghreb*, Tunis, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, 2004, p. 241-257; Jocelyne DAKHLIA, *Lingua franca. Histoire d'une langue métisse en Méditerranée*, Arles, Actes Sud, 2008.

l'évaluation de la conformité des usages avec un standard linguistique préexistant²³. Ces approches ont entre autres permis de réintroduire la perspective juridique dans l'histoire des langues orientales – spécialement de l'arabe – non comme un simple domaine d'application, mais comme un enjeu constitutif de leur pratique durant l'Ancien Régime. Avec la notion de « traduction fiduciaire », Claire Gilbert a récemment mis l'accent sur l'importance en Espagne de l'usage de l'arabe dans la certification des droits et des privilèges, suscitant une réflexion sur le lien entre la diversité des pratiques de l'expertise en langue arabe et l'affirmation de l'identité républicaine des villes de la Monarchie hispanique²⁴. La maîtrise de cette langue n'importe donc pas seulement pour le gouvernement des minorités religieuses, mais aussi pour le gouvernement de la Monarchie elle-même. Dès lors, la dimension juridique des usages de l'arabe invite à réintroduire une lecture politique de la langue, longtemps congédiée par l'approche intellectuelle, et dont la trajectoire de Casiri montre pourtant la pertinence.

En effet, la renommée de cet arabisant comme homme de lettres a totalement occulté son activité comme agent de la couronne à une époque où la constitution d'une autorité en langue arabe, adossée aux institutions royales, connaît une nouvelle impulsion²⁵. Sa présence à la cour d'Espagne est avant tout liée à un moment de redéfinition d'un champ du savoir, qui se traduit par de vives tensions au sein du petit monde des arabisants pour le contrôle des institutions de la traduction et de l'interprétation²⁶. Ces conflits comportent deux dimensions majeures, dont nous nous efforcerons de souligner l'entrelacement. La première concerne la sélection du personnel employé dans le travail des langues orientales, dans la mesure où l'acheminement de locuteurs natifs à Madrid a longtemps été tributaire des réseaux de la diaspora maronite. Ces « petites mains » de l'intermédiation linguistique n'ont pas toujours reçu l'attention qu'elles méritaient faute de réunir tous les critères d'une histoire mertonienne de la science arabe. Jugés trop ignorants, incompetents ou malhonnêtes, ces travailleurs subalternes des langues ont souvent formé l'arrière-plan obscur d'une scène où seul un nombre restreint d'érudits accaparait la lumière. Plus que quiconque, parce qu'il s'est fait le héraut d'une érudition débarrassée de toute hétéronomie, Casiri a œuvré

23. Claire GILBERT, *In Good Faith: Arabic Translation and Translators in Early Modern Spain*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2020 ; E. Natalie ROTHMAN, *The Dragoman Renaissance: Diplomatic Interpreters and the Routes of Orientalism*, Ithaca, Cornell University Press, 2021.

24. C. GILBERT, *In Good Faith*, *op. cit.*, p. 6-10. Pour une discussion récente et comparative des identités républicaines dans le monde ibérique, voir les contributions dans Manuel HERRERO SANCHEZ (dir.), *Repúblicas y republicanismo en la Europa moderna (siglos XVI-XVIII)*, Madrid, Fondo de cultura económica, 2017.

25. Ce point aveugle avait été souligné par Manuel C. FERIA GARCÍA, « El Tratado hispano-marroquí de Amistad y Comercio de 1767 en el punto de mira del traductor (II). Daguerrotipo de la trujamanería dieciochesca », *Sendebor. Revista de la FTI*, 18, 2007, p. 5-44.

26. Ingrid CÁCERES WÜRSIG, « La traducción en España en el ámbito de las relaciones internacionales con especial referencia a las naciones y lenguas germánicas (s. XVI-XIX) », thèse de doctorat, Universidad Complutense de Madrid, 2000.

à professionnaliser la petite communauté de Levantins installée à Madrid, non sans provoquer de fortes tensions internes. La seconde dimension de ces conflits met en jeu des définitions divergentes du bon usage de l'arabe en tant que savoir d'État. Face aux nombreuses pratiques locales de la langue, fragmentées, le plus souvent vernaculaires, généralement tributaires de la commande des élites urbaines, mais qui constituaient autant de marchés locaux de l'expertise linguistique, le pôle curial en voie de constitution s'est employé à imposer un nouveau standard linguistique. Pour des raisons différentes, au milieu du XVIII^e siècle, les érudits espagnols et les administrateurs royaux ont partagé un même intérêt pour l'unification et la hiérarchisation d'un champ du savoir linguistique. Les luttes pour la structuration et le contrôle de ce champ n'en ont pas moins été vives. Au nom de son unité et de son homogénéité, devait-on en confier les rênes à une communauté de natifs ou à une communauté de savants, en lui déléguant la faculté d'en dicter le cadre normatif ? Dans ce cas, quel degré d'autonomie était acceptable et qui en serait le garant ? À l'inverse, si la priorité était donnée au contrôle étatique de ce champ d'expertise, quelle autorité devait en assurer la régulation et selon quels principes ? Pour saisir ces enjeux, remettre les marges au centre du questionnement et placer la focale sur les processus de bornage du savoir sont autant de façons salutaires de ne pas poser *a priori* les critères du vrai et du faux, du légitime et de l'illégitime, mais de chercher à comprendre les dynamiques conflictuelles par lesquelles ces distinctions s'établissent. Les controverses auxquelles Casiri a pris part ont vu s'affronter des régimes de véridiction concurrents dont il convient de restituer les ressorts²⁷.

Si l'histoire intellectuelle a privilégié le travail sur les œuvres et les correspondances savantes, nous avons choisi de mettre l'accent sur les sources archivistiques des institutions pour lesquelles Casiri a travaillé. Si certaines sont connues – notamment celles de l'Académie royale d'histoire ou de la Bibliothèque royale –, nous procédons ici à leur relecture à la lumière de documents inédits issus des archives judiciaires et administratives. Celles-ci permettent en effet de documenter deux conflits importants qui ont émaillé la carrière de Casiri entre 1750 et 1770 : l'un l'opposa à Andrés San Juan, l'autre à Mariano Pizzi, et chacun mobilisa des modes d'exercice différents de l'autorité linguistique. Au total, observées depuis les bureaux de l'administration, la désislamisation de la langue arabe apparaît comme un problème très éloigné n'expliquant en rien les conflits qui se nouent à cette époque. En revanche, le contrôle des institutions culturelles, la gestion de l'ordre public, le maniement des papiers d'État sont autant de contextes qui ont fortement conditionné l'émergence d'un pôle d'expertise linguistique à la cour. C'est donc moins une histoire des études arabes que nous proposons qu'une histoire politique des arabisants.

27. La notion de « régimes de véridiction » est empruntée librement à Michel FOUCAULT, *Du gouvernement des vivants. Cours au Collège de France (1979-1980)*, Paris, Éd. de l'EHESS/Gallimard/Éd. du Seuil, 2012.

Arabes locaux, arabe d'État : les enjeux politiques de la renaissance des lettres arabes au XVIII^e siècle

Dès le début du XVIII^e siècle, plusieurs érudits espagnols ont appelé à créer un collège de langues orientales ainsi qu'à soutenir la traduction de manuscrits et l'impression de textes en caractères arabes. À cette époque, avec l'essor de l'orientalisme en Europe, l'étude de ces langues ne porte pas sur un champ mineur du savoir : elle s'intéresse aux textes fondateurs du christianisme, aux lettres et à la littérature, à l'histoire, à la médecine et à la botanique. Ces érudits espagnols ont les yeux tournés vers l'Europe ; ils lisent les travaux des orientalistes, dont Barthélemy d'Herbelot, Simon Ockley et George Sale, et sont très attentifs à ce que ces derniers écrivent sur l'Espagne et son histoire littéraire²⁸. Or, ce jugement est sévère. Si les orientalistes européens saluent à l'unisson l'excellence des sciences et des lettres d'Al-Andalus, de même que leur rôle dans la transmission des textes de l'Antiquité, ils soulignent aussi le contraste avec l'Espagne chrétienne, accusée d'avoir anéanti une civilisation brillante sans avoir rien apporté de comparable à la connaissance. Les cercles érudits espagnols appellent donc à réinvestir le passé littéraire arabe de l'Espagne de manière à contrer ce mouvement de dénigrement. Il s'agit de se réapproprier les auteurs andalous dans le but de les inscrire dans l'histoire nationale, quitte à les faire passer pour des chrétiens arabisés. L'objectif final consiste à démontrer que la Péninsule a bien été le seul foyer intellectuel de l'Europe entre la chute de Rome et celle de Constantinople²⁹.

L'appel au sursaut s'accompagne d'un tableau extrêmement sombre de l'état des connaissances en langue arabe. Dans leur correspondance ou dans leurs adresses à la couronne, les uns et les autres proclament l'état d'ignorance dans lequel se trouve l'Espagne, s'inquiètent du retard accumulé vis-à-vis des autres pays d'Europe, réclament la venue de savants étrangers, le tout concourant à disqualifier l'ensemble des pratiques existantes³⁰. En effet, rien dans ces dernières ne trouve grâce aux yeux des lettrés arabisants, qui estiment soit qu'elles sont indignes du niveau de l'érudition moderne, soit qu'elles sont notoirement insuffisantes au regard des tâches à entreprendre. Plus fondamentalement, ces savants décrètent

28. Ces dernières années, l'histoire de l'orientalisme en Europe a connu un nouvel essor. Parmi les publications récentes, citons Aurélien GIRARD (dir.), n^o thématique « Connaître l'Orient au XVII^e siècle », *Dix-septième siècle*, 268, 2015 ; J. LOOP, A. HAMILTON et C. BURNETT (dir.), *The Teaching and Learning of Arabic in Early Modern Europe*, *op. cit.* ; Alexander BEVILACQUA, *The Republic of Arabic Letters: Islam and the European Enlightenment*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 2018.

29. J. TORRECILLA, *Guerras literarias del XVIII español*, *op. cit.*, p. 127-154.

30. Juan L. CARRILLO et María PAZ TORRES, *Ibn al-Baytar et el arabismo español del XVIII. Edición trilingüe del prólogo de su « Kitab al-chami »*, Benalmádena, Excmo. Ayuntamiento de Benalmádena, 1982, p. 22-25 ; J. F. ALCARAZ GÓMEZ, *Jesuitas y reformismo*, *op. cit.*, p. 595-597 ; Concha VARELA-OROL, « Martín Sarmiento y los estudios orientales. La edición de la 'Bibliotheca Arabico-Hispana' de Casiri », *Revista general de información y documentación*, 22, 2012, p. 9-33.

le déclin généralisé des arts et des lettres espagnoles au cours des décennies écoulées. Après l'efflorescence humaniste du début du XVI^e siècle, l'érudition espagnole aurait été dévoyée par les intérêts partisans. La production historiographique du XVII^e siècle a été orientée vers l'écriture d'histoires urbaines mythifiées, adossées à des récits légendaires cherchant à légitimer les privilèges des villes, les droits de leurs églises et l'honneur des familles qui les dirigent. À partir des années 1670, le courant dit des *Novatores* a entrepris une critique systématique de ces mythologies politico-religieuses, au premier rang desquelles figurent les traditions de l'apôtre saint Jacques³¹.

Les lettres arabes n'échappent pas à cet implacable bilan. Pour ces réformateurs, elles se sont tout particulièrement fourvoyées dans la défense insensée de l'authenticité des plaques de plomb du Sacromonte de Grenade. Exhumées entre 1588 et 1599, celles-ci étaient supposées contenir un cinquième évangile transmis par la Vierge à saint Jacques et saint Caecilius, ce dernier l'ayant traduit en arabe pour le diffuser en Ibérie. De la sorte, ces pièces instituaient Grenade comme capitale de la chrétienté dans la Péninsule, sur le même pied que Saint-Jacques-de-Compostelle, mais elles plaçaient également les Arabes parmi les premiers habitants de l'Espagne et faisaient de l'arabe l'une des langues sacrées du christianisme. Cette affaire a alimenté une très longue polémique qui a impliqué la couronne, le Saint-Siège et quelques-uns des plus éminents arabisants que comptait l'Europe du XVII^e siècle. Il est apparu que ces pièces avaient été fabriquées par des érudits morisques qui cherchaient à se faire reconnaître comme sujets de plein droit en inscrivant leur langue et leur culture dans l'histoire sacrée de l'Espagne. Ils avaient été soutenus par les évêques et le clergé de Grenade, qui voyaient dans cette mythologie chrétienne préislamique un moyen d'augmenter les droits et les rentes des églises et des sanctuaires de la ville. En 1682, la polémique avait été temporairement close par un décret pontifical établissant et condamnant la falsification³².

Au début du XVIII^e siècle, le souvenir de cette affaire n'a pas disparu, les cercles érudits y voyant toujours une honte pour les lettres espagnoles. L'enjeu consiste donc à émanciper les savoirs de leur assujettissement aux intérêts particuliers, le plus souvent assimilés aux oligarchies locales, et à restaurer une pratique de l'érudition qui soit adossée à des critères de vérité établis par une communauté savante de référence. Constituer une autorité linguistique en langue arabe visait

31. Ofelia REY CASTELAO, *La historiografía del Voto de Santiago. Recopilación crítica de una polémica histórica*, Saint-Jacques-de-Compostelle, Universidad de Santiago de Compostela, 1985; Antonio MESTRE SANCHÍS, « Crítica y apología en la historiografía de los novatores », *Studia historica. Historia moderna*, 14, 1996, p. 45-62.

32. Julio CARO BAROJA, *Las falsificaciones de la historia (en relación con la de España)*, Barcelone, Editorial Seix Barral, 1992; M. BARRIOS AGUILERA et M. GARCÍA-ARENAL (dir.), *Los plomos del Sacromonte*, op. cit. ; A. Katie HARRIS, *From Muslim to Christian Granada: Inventing a City's Past in Early Modern Spain*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2007; M. GARCÍA-ARENAL et F. RODRÍGUEZ MEDIANO, *Un Oriente español*, op. cit. ; Francisco Javier MARTÍNEZ MEDINA, *Cristianos y musulmanes en la Granada del XVI, una ciudad intercultural. Inventiones de reliquias y libros plúmbeos. El Sacromonte*, Grenade, Facultad de Teología, 2016.

précisément à établir un étalon de référence à l'aune duquel mesurer ces arabes « locaux » de qualité douteuse, pratiqués par des notables, et propices à tous les détournements. Ces usages situés de l'arabe pouvaient pourtant mobiliser des connaissances linguistiques poussées lorsqu'il s'agissait de traduire ou de produire des textes (comme dans le cas grenadin), mais ils pouvaient aussi relever d'une pratique occasionnelle lorsqu'ils concernaient l'épigraphie, la numismatique ou la toponymie. Dans ce type de production, les textes ou les inscriptions originales arabes tendaient à s'effacer au profit de leur seule traduction, la fiabilité de celle-ci reposant *in fine* sur le crédit accordé à leur auteur. L'intérêt pour ces fragments ressortissait ainsi moins à un souci de connaissance du passé qu'à l'autorité que leur traducteur leur conférait, dans le cadre de textes combatifs destinés à défendre les autonomes urbaines³³. Cela ne signifie pas pour autant l'absence de tout travail d'expertise, même si celui-ci passait par plusieurs filtres. Par exemple, en 1634, Rodrigo Caro publiait un ouvrage consacré aux origines antiques de Séville, qui était une défense exacerbée des privilèges de la ville. Il y faisait une large place aux traces archéologiques et aux sources épigraphiques, parmi lesquelles se trouvaient plusieurs inscriptions arabes. Reconnaisant sa propre ignorance et avertissant le lecteur de l'impossibilité de reproduire l'original en caractères d'imprimerie, il légitimait sa traduction en s'appuyant sur l'autorité d'experts. L'un était Sergio Maronita, un ancien élève du Collège maronite de Rome, qui était intervenu dans la traduction des plombs du Sacromonte de Grenade, et dont l'auteur garantissait la fiabilité : « je le connais et je lui ai parlé plusieurs fois ». L'autre était Juan Bautista, « arabe de nation, [...] employé par le tribunal de l'Inquisition comme interprète »³⁴. Ces pratiques ne reposaient donc pas sur l'autorité des seuls auteurs, mais sur des microréseaux d'expertise linguistique mobilisés ponctuellement.

Confrontés à ces historiographies locales, généralement soutenues par le clergé des villes, les cercles érudits jugent prioritaire d'engager l'écriture d'une histoire ecclésiastique de l'Espagne afin de réfuter systématiquement ce qu'ils estiment être des mythologies légendaires³⁵. Par conséquent, les appels à refonder les études arabes sont indissociables du projet d'écriture d'une histoire générale de l'Espagne qui ne soit plus la somme de ses histoires locales. Ce processus a été décrit par ses promoteurs comme un combat pour la vérité contre l'erreur, une lutte de la connaissance contre l'ignorance et de l'intégrité contre la malhonnêteté, contribuant à forger le récit de l'essor de la pensée scientifique en Espagne. Or, depuis quelques années, des recherches invitent à revisiter l'étude de ces

33. C. GILBERT, *In Good Faith*, *op. cit.*, p. 197-235.

34. Rodrigo CARO, *Antigüedades, y principado de la ilustrissima ciudad de Sevilla. Y chorographia de su conuento iuridico, o antigua chancilleria, etc.*, Séville, Andrés Grande, 1634, p. 43-44. Rodrigo Caro est par ailleurs lié aux milieux ecclésiastiques qui ont été à l'origine des falsifications de Grenade et il est soupçonné d'avoir cherché à mener le même type d'entreprise à Séville : Heather L. ECKER, « 'Arab Stones': Rodrigo Caro's Translations of Arabic Inscriptions in Seville (1634), Revisited », *Al-Qanṭara*, 23-2, 2002, p. 347-402.

35. A. MESTRE SANCHÍS, *Historia, fueros y actitudes políticas*, *op. cit.*

historiographies locales, non plus sous l'angle de la falsification, mais en les considérant comme des pratiques érudites correspondant à un genre fondé sur d'autres régimes de vérité que ceux revendiqués par les membres de la république des Lettres³⁶. Plutôt que d'être lue comme une somme de récits historiques, cette historiographie urbaine demande à être envisagée comme autant d'argumentaires juridiques liés à la revendication de droits locaux, mobilisables devant les tribunaux dans le cadre de conflits de juridictions. La démarcation entre le juridique et l'historique y est indiscernable. Elle doit être interprétée de façon située, non seulement parce qu'elle défend des intérêts locaux, mais aussi parce qu'elle formalise des savoirs nourris, transmis et reconnus par des communautés d'habitants. Partie prenante de cette historiographie, la pratique de l'arabe a été mise en procès par les milieux lettrés novateurs, qui cherchaient à l'extraire des intérêts particuliers pour l'ériger en science générale, valable en tout lieu, et capable d'arbitrer les usages polémiques localisés.

Dans cette entreprise, les érudits espagnols se déchirent sur le soutien à attendre de la couronne. C'est que la Monarchie a participé activement à la diffusion des mythologies politico-religieuses au siècle précédent et, dès lors, ne semble pas suffisamment fiable pour prendre la tête de ce mouvement de rénovation. Un courant sceptique, incarné par Gregorio Mayáns à Valence, se tient soigneusement à l'écart du pouvoir afin de développer de façon autonome un important labeur de recherche consacré à l'histoire politique, ecclésiastique et littéraire de l'Espagne³⁷. D'autres, en revanche, parmi lesquels se trouvent le bénédictin Martín Sarmiento ou le jésuite Andrés Burriel, pensent que la raison d'État et la raison des Lettres peuvent s'étayer mutuellement. Plus que jamais, avec l'avènement de Ferdinand VI (1746-1759), l'écriture d'une histoire de l'Espagne et le renforcement de la juridiction royale sur l'ensemble du territoire semblent aller de pair, comme l'illustre la « commission des archives », une vaste enquête diligentée par la couronne qui mobilise des dizaines d'érudits en langue latine, grecque et hébraïque, pour mener des recherches dans les archives des grandes cathédrales espagnoles. Le but est d'exhumer tous les documents qui prouveraient l'ancienneté des droits du patronage royal sur les églises espagnoles en vue de les opposer au Saint-Siège dans le cadre de la négociation d'un nouveau concordat. La construction de la juridiction

36. Voir les propositions de Francisco José ARANDA PÉREZ, « Autobiografías ciudadanas. Historias, mitomanía y falsificación en el mundo urbano hispánico de la Edad Moderna », in E. GARCÍA FERNÁNDEZ (dir.), *El poder en Europa y América. Mitos, tópicos y realidades*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 2001, p. 141-168; *id.*, « De invenciones, controversias y polémicas historiográficas y políticas en la Monarquía Hispánica en tiempos de Quevedo (y aún un siglo después) », *La Perinola. Revista de investigación quevediana*, 18, 2014, p. 15-61; Katrina B. OLDS, *Forging the Past: Invented Histories in Counter-Reformation Spain*, New Haven, Yale University Press, 2015. De manière générale, l'intérêt renouvelé pour les falsifications historiques s'inscrit dans la continuité de l'ouvrage pionnier d'Anthony GRAFTON, *Faussaires et critiques. Créativité et duplicité chez les érudits occidentaux*, trad. par M. Carlier, Les Belles Lettres, [1990] 1993.

37. Antonio MESTRE SANCHÍS, *Mayans y Siscar y el pensamiento ilustrado español contra el absolutismo*, León, Universidad de León, 2007.

du roi et l'écriture de l'histoire ecclésiastique n'ont jamais paru aussi liées³⁸. Par conséquent, l'entourage royal et les cercles érudits partagent l'ambition d'établir à Madrid un pôle d'études des langues orientales adossé aux institutions royales. Néanmoins, la défiance mutuelle est forte et, en 1747, lorsque Casiri arrive en Espagne, rien ne laisse présager que les vues vont converger.

La matrice policière de l'érudition arabe

Dans l'introduction de la *Bibliotheca arabico-hispana*, Casiri a reconstruit le récit de sa venue en Espagne de sorte à en gommer toutes les aspérités. Selon lui, Ferdinand VI, répondant à l'appel des érudits espagnols, aurait diligenté à Rome son confesseur, le jésuite Francisco Rávago, pour y recruter un savant en langues orientales et l'affecter au catalogage des manuscrits arabes de l'Escorial. Maronite du mont Liban, né à Tripoli, prêtre et docteur en théologie, ayant étudié à Rome au Collège maronite, puis chez les jésuites du Collège romain, Casiri présentait toutes les garanties. De plus, il était proche de Giuseppe Simone Assemani, célèbre orientaliste originaire du mont Liban et bibliothécaire de la Bibliothèque vaticane, et avait été professeur d'arabe et de syriaque à Rome, autant de titres qui en faisaient un digne représentant de la république des Lettres arabes. Tout dans ce récit indique que la venue de Casiri s'inscrivait dans un grand dessein, orchestré par la couronne et les milieux lettrés, en vue de faire renaître les études arabes en Espagne.

Or, depuis longtemps, les biographes de Casiri ont mis à mal ce récit héroïque en le confrontant à ses incohérences. D'une part, les milieux lettrés ne semblent avoir joué aucun rôle dans le recrutement du maronite, la connexion ne s'opérant qu'après l'arrivée de Casiri à Madrid. D'autre part, Casiri n'a pas été appelé pour travailler au catalogage des manuscrits de l'Escorial, mais pour occuper les fonctions d'interprète des langues orientales de la secrétairerie des langues du Conseil d'État, une fonction spécialisée dans le maniement des papiers d'État et occupée, depuis la fin du XVII^e siècle, par la famille Messiah-San Juan originaire d'Irak³⁹. La venue de Casiri en Espagne s'inscrit donc dans un contexte non pas lié à l'histoire intellectuelle de la langue arabe, mais à la formation des institutions royales de l'interprétation.

Dès le XVI^e siècle, les différents conseils de la Monarchie ont eu recours à des traducteurs et à des interprètes de langues orientales, principalement turque et arabe. Ce sont généralement des morisques ou des anciens captifs – à l'image de Diego Urrea – qui travaillaient à cette tâche⁴⁰. Au début du XVII^e siècle, un emploi

38. María Gloria APARICIO VALERO, *Regalismo borbónico e historia crítica. Las comisiones de archivos. Su recopilación documental (1749-1756)*, Valence, Institució Alfons el Magnànim, 2013.

39. M. BREYDY, *Michel Gharciéh al-Ghaziri, op. cit.*, p. 24-25; M. C. FERIA GARCÍA, « El Tratado hispano-marroquí de Amistad y Comercio de 1767... », art. cit., p. 28.

40. Fernando RODRÍGUEZ MEDIANO et Mercedes GARCÍA ARENAL, « Diego de Urrea y algún traductor más. En torno a las versiones de los plomos », *Al-Qantara*, 23-2, 2002,

permanent d'interprète de langues orientales semble avoir été créé et rattaché à la secrétairerie des langues du Conseil d'État. Cet organisme rassemblait les traducteurs et interprètes de toutes les langues en usage dans la correspondance politique de la Monarchie⁴¹. Le premier titulaire de cette charge, Francisco Gurmendi (1612), s'occupait de la traduction des papiers en turc, en arabe et en persan. Le maniement des papiers d'État n'était toutefois nullement incompatible avec les exigences de la traduction érudite puisque Gurmendi travaillait aussi à l'expertise de manuscrits anciens⁴². Si le recours à des interprètes occasionnels est cependant loin de disparaître, la création d'un emploi permanent souligne la volonté de renforcer une autorité dans ce domaine linguistique. Ce processus a d'ailleurs été accentué avec l'appel de plus en plus fréquent à des experts étrangers : Vicencio Bratuti, un Vénitien de Raguse, a occupé en 1658 l'interprétariat des langues orientales. L'affaire des plaques de plomb du Sacromonte de Grenade paraît avoir érodé la confiance des autorités dans les traducteurs locaux (en particulier les morisques), ce qui a incité à recourir aux experts étrangers⁴³. Ces circonstances ont profité aux chrétiens orientaux qui, par le truchement du Collège maronite de Rome, ont trouvé à s'employer dans la plupart des cours européennes au XVII^e siècle. Ce succès a fini par gagner Madrid puisqu'en 1680, Abel Messiah ou Messi (Abd al-Masih), un chrétien de Babylone (Irak), est nommé à l'interprétariat des langues orientales, une fonction que sa famille occupera pendant trois générations.

On ignore les circonstances exactes de la venue de Messiah en Espagne, mais sans doute arrive-t-il dans le sillage d'un de ses parents, Elias de Babylone. Ce dernier est un Irakien chaldéen, originaire de Mossoul, membre d'une grande famille – les Abūna – qui contrôle le patriarcat de l'Église nestorienne⁴⁴. Des divisions au sein de cette famille auraient été à l'origine de plusieurs voyages d'Elias vers Rome, dès 1659, pour se placer sous la protection de la congrégation *De Propaganda Fide*. En 1668, Elias de Babylone – qui se fait aussi appeler Elias

p. 499-516 ; Gerard WIEGERS, « Moriscos and Arabic Studies in Europe », *Al-Qantara*, 31-2, 2010, p. 587-610 ; J. M. FLORISTÁN IMÍZCOZ, « Diego de Urrea (c. 1559-octobre de 1616)... », art. cit. ; C. GILBERT, « Transmission, Translation, Legitimacy and Control », art. cit.

41. Ingrid CÁCERES WÜRSIG, « Breve historia de la secretaría de interpretación de lenguas », *Meta. Journal des traducteurs*, 49-3, 2004, p. 609-628.

42. *Ead.*, « La traducción en España... », *op. cit.*, p. 257-258 ; J. M. FLORISTÁN IMÍZCOZ, « Francisco de Gurmendi... », art. cit.

43. En 1610, le maronite Marcos Dobelio arrive de Rome pour examiner les évangiles arabes trouvés à Grenade. Voir M. GARCÍA-ARENAL et F. RODRÍGUEZ MEDIANO, *Un Oriente español*, *op. cit.*, p. 251-307 ; Pieter SJOERD VAN KONINGSVELD et Gerard WIEGERS, « Marcos Dobelio's Polemics against the Authenticity of the Granadan Lead Books in Light of the Original Arabic Sources », in M. GARCÍA ARENAL et G. A. WIEGERS (dir.), *Polemical Encounters: Christians, Jews and Muslims in Iberia and Beyond*, University Park, Penn State University Press, 2019, p. 203-268.

44. Maronite, melkite (grec-catholique) et chaldéen désignent trois branches des chrétiens du Proche et du Moyen-Orient qui se sont rattachées à Rome et sont considérées comme catholiques.

de San Giovanni ou Elias de San Juan – entreprend un voyage vers l’Espagne, où il obtient l’autorisation de passer en Amérique pour y collecter des aumônes. De retour en Europe en 1684, il séjourne à Rome et à Cadix où il rédige le récit de ses voyages avant de mourir quelques années plus tard, au tournant du siècle⁴⁵. Messiah étant un parent d’Elias – peut-être son frère⁴⁶ –, il appartient également à cette communauté de chrétiens chaldéens (et donc catholiques) originaires de Mossoul, puis installés à Alep. À sa mort, en 1698, l’emploi d’interprète de langues orientales passe à son cousin, Isaac de San Juan. Celui-ci demande ensuite à être relevé de son emploi pour pouvoir repartir en Irak, et sa charge est confiée en 1706 à un autre de ses cousins, Andrés San Juan, qui reste en fonction pendant un demi-siècle, jusqu’en 1756⁴⁷.

Neveu d’Elias, originaire d’Alep, Andrés San Juan (Andrawūs ibn Abdallah) a probablement rejoint son oncle à Rome après le retour de ce dernier d’Amérique. Il l’a aidé dans la rédaction de ses travaux et l’a accompagné de Rome à Cadix. Vers 1699, il s’installe à Madrid, où il tient une boutique de café et de chocolat pendant quelques années avant de recevoir l’emploi d’interprète du roi⁴⁸. L’activité de San Juan dans le maniement des papiers d’État est encore mal connue. On sait qu’il traduit des documents diplomatiques en provenance du Maroc et qu’il intervient également dans certains procès d’Inquisition en qualité d’interprète. À première vue, en dehors des papiers d’État, San Juan ne semble guère s’être intéressé aux travaux d’érudition : nulle traduction de manuscrits anciens, nul recensement bibliographique, nulle édition de textes en caractères arabes ou syriaques ne sont à mettre à son compte. En outre, ses liens avec les milieux lettrés arabisants sont fort ténus, ce qui explique que Sarmiento ou Mayáns affirment de façon réitérée qu’il n’existe aucun spécialiste des langues orientales en Espagne⁴⁹. Cela ne signifie pas pour autant que San Juan n’ait pas été impliqué dans des entreprises intellectuelles. La Bibliothèque nationale d’Espagne conserve ainsi un manuscrit en *aljamiado* (langue romane écrite en alphabet arabe), saisi en 1567 par l’Inquisition de Saragosse chez un morisque et qui porte la trace de l’expertise de San Juan, lequel indique, dans une note, le contenu du livre et la façon de lire les caractères arabes⁵⁰. Par ailleurs, il est avéré que l’interprète du roi

45. J.-P. A. GHOBRIAL, « The Secret Life of Elias of Babylon... », art. cit.

46. *Ibid.*, p. 78.

47. Madrid, Archivo Histórico Nacional (ci-après AHN), Estado, libro 724 ; I. CÁCERES WÜRSIG, « La traducción en España... », *op. cit.*, p. 258-259.

48. Ces recoupements ont été faits à partir de J.-P. A. GHOBRIAL, « The Secret Life of Elias of Babylon... », art. cit.

49. Gregorio Mayáns à Andrés Marcos Burriel, 9 janv. 1745 : « Vous avez raison de faire l’éloge de l’étude des langues orientales. On ne pourra la promouvoir en Espagne sans la venue de professeurs étrangers », in Gregorio MAYÁNS, *Epistolario*, vol. 2, *Mayáns y Burriel*, éd. par A. Mestre, Valence, Artes gráficas Soler, 1972, p. 55-65. Dans la correspondance de Mayáns, Andrés San Juan n’est pas mentionné avant 1749 : Francisco Pérez Bayer à Gregorio Mayáns, 18 févr. 1749, in Gregorio MAYÁNS, *Epistolario*, vol. 6, *Mayáns y Pérez Bayer*, éd. par A. Mestre, Valence, Artes gráficas Soler, 1977, p. 125-131.

50. Madrid, Biblioteca Nacional de España (ci-après BNE), ms. 5306, Alí Muhammad bin Muḥammad Soler, *Al-muḥtaṣar*, [1589] ; Nuria MARTÍNEZ DE CASTILLA MUÑOZ, « Les

ne travaille pas uniquement pour les bureaux de l'administration royale : en 1738, il a publié la traduction d'une lettre du dey d'Alger dans un opuscule à la gloire de l'ordre des Mercédaires⁵¹. À l'image des chroniques urbaines du XVII^e siècle, cette traduction ne reproduit pas le texte original et fait reposer sa qualité sur la seule crédibilité de son traducteur, une méthode critiquée par l'érudition arabisante⁵². San Juan n'est donc pas totalement étranger à l'expertise de manuscrits ou à la traduction de textes – principalement, semble-t-il, en arabe vernaculaire. Néanmoins, ces travaux restent ponctuels, ne s'appuient pas sur des entreprises collectives et ne répondent visiblement pas aux critères de l'orientalisme moderne que les cercles lettrés voudraient développer⁵³. La famille San Juan semble avoir satisfait une demande en langue arabe, provenant aussi bien de l'État royal que d'autres acteurs institutionnels, sans pour autant s'attacher à définir un programme de ce que devaient être les études arabes. En d'autres termes, San Juan s'est contenté de répondre à des demandes, à la différence des érudits de la république des Lettres qui se sont appliqués à construire un cadre normatif auquel ces demandes devaient se conformer. Il incarne, de ce fait, cette pratique localisée de l'arabe si courante au XVII^e siècle, et qui suscite l'hostilité des érudits novateurs.

Un aspect de l'activité de San Juan mérite que l'on s'y attarde. À partir des années 1720, un pan de son travail est consacré à l'examen des papiers de quêtes orientaux de passage à Madrid pour demander l'aumône au roi. Ces documents sont soumis à un double avis : celui de l'interprète de langues orientales, qui établit l'authenticité des pièces, et celui du confesseur du roi, qui se prononce sur le bien-fondé de la requête et oriente la prodigalité royale. Durant la décennie suivante, ces demandes sont de plus en plus fréquentes. De prétendus princes, nobles ou religieux, issus des communautés maronites ou melkites du Proche-Orient, arrivés le plus souvent par Rome où ils obtiennent des passeports et des lettres de recommandation, cheminent de ville en ville pour demander un soutien financier pour leurs communautés d'origine. Le phénomène n'est pas totalement nouveau : aux XVI^e et XVII^e siècles, des quêtes grecs ou arméniens circulaient déjà en Europe⁵⁴. Cependant, cette fois, non seulement il s'est intensifié, mais il

emplois linguistiques et culturels derrière les textes *aljamiados*», *Intellectual History of the Islamicate World*, 8-1, 2020, p. 128-162, ici p. 139.

51. *Breve relación de la Redención que en este presente año de 1738 se ha executado en la ciudad de Argel por las Provincias de Castilla y Andalucía del Real y Militar Orden de Nuestra Señora de la Merced*, Madrid, s. n., [1738], p. 10-12.

52. Sur cette forme de traduction, dite de la domestication, voir C. GILBERT, *In Good Faith*, *op. cit.*, p. 17.

53. On peut supposer que ce déficit de légitimité dans le domaine de l'érudition soit à l'origine de l'entrée de Cristóbal San Juan, le fils d'Andrés, à la Bibliothèque royale en 1732 : Justo GARCÍA MORALES, « Los empleados de la Biblioteca Real (1712-1736) », *Revista de archivos, bibliotecas y museos*, 78-1, 1966, p. 27-89, ici p. 68.

54. Antonio DOMÍNGUEZ ORTIZ, *Los extranjeros en la vida española durante el siglo XVII y otros artículos*, Séville, Diputación de Sevilla, 1985, p. 119-126 ; Bernard HEYBERGER, « Les nouveaux horizons méditerranéens des chrétiens du Bilād al-Šām (XVII^e-XVIII^e siècle) », *Arabica*, 51-4, 2004, p. 435-461 ; *id.*, « Chrétiens orientaux dans l'Europe catholique (XVII^e-XVIII^e siècle) », in B. HEYBERGER et C. VERDEIL (dir.), *Hommes de l'entre-deux. Parcours*

rencontre aussi des inquiétudes nouvelles en Europe, à l'heure où tout un arsenal de mesures sanitaires et policières est progressivement mis en place afin de contrôler les mobilités. À Rome, dès 1729, une enquête est menée pour identifier plus précisément les quêtes, ce qui permet de mettre au jour un réseau de collecteurs professionnels structuré depuis le mont Liban par la famille Hubaysh⁵⁵. Le flux ne se tarit pas : en France, les consuls des échelles du Levant ont reçu en 1732 des instructions visant à limiter les départs vers l'Europe, et une ordonnance est publiée en 1753, interdisant à tous les maronites de partir pour la France sans un passeport des consuls français⁵⁶.

Par conséquent, en 1747, lorsque Casiri est recruté à Rome, on cherche quelqu'un pour suppléer ou remplacer San Juan, alors âgé de plus de soixante-quinze ans, à un moment où l'Espagne est confrontée à un problème d'ordre public. Or, Casiri n'est pas qu'un savant : il a épaulé Assemani à Rome dans la surveillance des quêtes, puis participé en 1736 au synode maronite au Liban en présence des principales familles impliquées dans les circuits de la quête⁵⁷. De plus, le recruteur qui se rend à Rome pour rencontrer Casiri est un officier espagnol, Felipe Ramírez de Arellano, plus connu pour ses états de service que pour son activité intellectuelle. Membre d'une des familles de l'élite espagnole d'Oran, l'homme peut certes se targuer de compter quelques arabisants dans ses rangs⁵⁸, mais il occupe surtout à cette époque le gouvernement de Jaca, une place militaire située sur un point de passage important de la frontière avec la France. D'ailleurs, à son arrivée en Espagne, Casiri est affecté pendant plusieurs mois à la frontière pyrénéenne, à Jaca puis à Saragosse, avant d'être appelé à Madrid par le père Ravago. Il est probable que Casiri ait commencé

individuels et portraits de groupes sur la frontière de la Méditerranée (XVI^e-XX^e siècle), Paris, Les Indes savantes, 2009, p. 61-93 ; *id.*, « Migration of the Middle Easterns and European Protection: A Long History », in A. SCHMOLLER (dir.), *Middle Eastern Christians and Europe: Historical Legacies and Present Challenges*, Vienne, LIT, 2018, p. 23-42 ; Sebouh David ASLANIAN, « 'Many Have Come Here and Have Deceived Us'; Some Notes on Asateur Vardapet (1644-1728): An Itinerant Armenian Monk in Europe », *Handēs ansōreay*, 123, 2019, p. 133-194 ; Cesare SANTUS, « Wandering Lives: Eastern Christian Pilgrims, Alms-Collectors and 'Refugees' in Early Modern Rome », in E. MICHELSON et M. CONEYS WAINWRIGHT (dir.), *A Companion to Religious Minorities in Early Modern Rome*, Leyde, Brill, 2020.

55. B. HEYBERGER, « Les nouveaux horizons méditerranéens... », art. cit., p. 455-461. Le rapport est réalisé par le bibliothécaire Giuseppe Simone Assemani : Rome, Archivio Storico de Propaganda Fide, SC Maroniti, vol. 4, fol. 69-78, *Informazione alla Sagra Congregazione di Propaganda circa i pretesi Principi del Monte Libano presentata da Monsig. Assamanni*. Je remercie Mathieu Grenet de m'avoir communiqué ce document.

56. Marseille, Archives de la chambre de commerce, G 33, *Ordonnance du Roy portant sur ce qui devra être observé par raport aux Maronites et autres Chrétiens Orientaux et aux Esclaves rachetés qui se trouveront dans le Royaume*, 8 janv. 1753.

57. Hugo PLANÈS, « Le séjour en France de Jean Habeiche, 'prince' du Mont-Liban (1734) », mémoire de master, Université Toulouse-Jean Jaurès, 2020, p. 21-22.

58. L'un de ses cousins, Juan Garcia Ramírez de Arellano, a été interprète d'arabe à Oran et a publié la *Traducion a la letra de las Cartas Arabigas, que Muley Esinain Rey de Mequinez, que al presente se halla con sus Tropas à la buelta de Lexante, escriva à su hijo Muley Abdel Malec* [Oran, 1701].

à exercer ses talents de policier aux frontières avant de se déplacer vers la cour, un carrefour important des mobilités dans la Péninsule. En tout cas, c'est à Madrid, en mai 1748, que l'on trouve la première trace de la participation de Casiri à la surveillance policière des quêteurs : il traduit en latin la supplique de Melchor Dansin, un Turc natif d'Alep, baptisé à Rome, qui demande l'autorisation de quêter en Espagne pour pouvoir maintenir sa famille⁵⁹.

Cependant, durant cette période, la position de Casiri apparaît très fragile. San Juan n'a visiblement aucune intention de laisser de la place à ce nouveau venu. Il prépare son fils, Cristóbal, pour prendre sa succession, et l'a également placé à la Bibliothèque royale dans l'unique fonction d'« employé aux écritures arabes » (*escribiente de arabe*)⁶⁰. Aussi Casiri tisse-t-il progressivement ses réseaux en dehors des institutions. Grâce au confesseur Ravago, il entre en relation avec le bénédictin Sarmiento, l'un des érudits les plus actifs dans la promotion des études orientales. Celui-ci détecte les qualités du maronite et suggère au confesseur de le faire travailler au catalogage des manuscrits de l'Escorial⁶¹. C'est donc à une tâche de substitution que s'emploie Casiri en avril 1748 lorsqu'il commence à travailler à la Bibliothèque royale. Il entame d'ailleurs sa carrière depuis l'échelon le plus bas, comme écrivain surnuméraire de langue arabe, un travail informel de copiste payé à la tâche ou à la journée⁶².

En mai 1749, les correspondances érudites mentionnent pour la première fois la présence à la Bibliothèque d'un « Syrien » particulièrement doué dans le maniement des langues orientales⁶³. À cette époque, Casiri vient d'entamer son premier séjour à l'Escorial pour travailler au recensement des manuscrits. Hormis Sarmiento, peu nombreux sont ceux qui perçoivent dans Casiri un atout pour leur projet de réforme des études arabes⁶⁴. Néanmoins, dans les mois qui

59. Simancas, Archivo General de Simancas (ci-après AGS), Secretaría de Hacienda, leg. 966-1 (1709-1759). Melchor Dansin figure en effet dans les registres de la maison des catéchumènes de Rome. De son vrai nom Bachir, natif d'Alep, il vit apparemment depuis longtemps de l'aumône puisqu'il a reçu le sacrement le 29 mars 1725, quand il était âgé de vingt ans. Voir Wipertus RUDT DE COLLEBERG, « Le baptême des musulmans esclaves à Rome aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, 101-1, 1989, p. 9-181 et *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, 101-2, 1989, p. 519-670, ici p. 596.

60. Cristóbal San Juan a obtenu de succéder à l'emploi de son père en 1738 : AHN, Estado, leg. 3447, exp. 5.

61. C. VARELA-OROL, « Martín Sarmiento y los estudios orientales », art. cit., p. 14.

62. BNE, Archivo, 8122/023, fol. 3, Francisco Ravago à Blas Nasarre, Madrid, 23 avr. 1748 ; J. GARCÍA MORALES, « Los empleados de la Biblioteca Real (1712-1736) », art. cit., p. 34 ; Paz FERNÁNDEZ, « Expediente personal de Miguel Casiri en la Biblioteca Nacional », *Al-Andalus Magreb. Estudios árabes e islámicos*, 4, 1996, p. 105-134.

63. Manuel Pingarrón à Gregorio Mayáns, 10 mai 1749, in Gregorio MAYÁNS, *Epistolario*, vol. 7, *Escritos económicos*, éd. par A. Mestre, Valence, Artes gráficas Soler, 1976, p. 322-323.

64. Martin Sarmiento à Miguel Casiri, juin 1749 : « Avec une demi-douzaine d'érudits maronites, et une autre demi-douzaine, soit africains, soit orientaux, que le roi ferait venir à Madrid en leur accordant un salaire décent, on formerait en cette Cour une académie très utile qui susciterait l'envie à tous les étrangers », cité dans J. L. CARRILLO et M. PAZ TORRES, *Ibn al-Baytar y el arabismo español del XVIII, op. cit.*, p. 26.

suivent, Casiri commence à se faire un nom et à étoffer son entourage en dispensant des cours d'arabe. Il répond à une forte demande d'apprentissage, laquelle est entravée par la difficulté de se procurer des livres ou des grammaires arabes en Espagne, notamment en raison des obstacles posés par l'Inquisition⁶⁵. C'est donc dans une semi-clandestinité que Casiri donne ses premiers cours : le professeur d'hébreu de l'université de Salamanque, Francisco Pérez Bayer, suit ses leçons dans la maison du directeur de la Bibliothèque royale, tandis que Manuel Pingarrón, un bibliothécaire, reçoit Casiri chez lui la nuit, pour étudier « en secret⁶⁶ ». Ces cours, dispensés dans les cercles lettrés de la capitale, ne sont pourtant pas déconnectés des tâches de surveillance policière que mène Casiri en parallèle, puisqu'il exerce ses élèves à la traduction en les faisant travailler sur des lettres de recommandation rédigées en arabe pour des voyageurs originaires d'Alep⁶⁷.

Il faut attendre 1751 pour que les planètes s'alignent pour Casiri, lorsque s'opère autour de lui la connexion entre la couronne et les cercles lettrés. Les premières pages de la *Bibliotheca arabico-hispana*, entreprise éditoriale de longue haleine, sortent en effet des presses cette année-là, offrant à son auteur une grande visibilité⁶⁸. Cette même année, Casiri entreprend de front l'œuvre la plus ouvertement politique de sa carrière. À la demande de José Carvajal, premier secrétaire d'État, il réalise la traduction de deux chapitres du traité d'agriculture du Sévillan Zacharia Ibn-al-Awam, qui sont adjoints à la traduction espagnole du *Traité de la culture des terres* d'Henri-Louis Duhamel du Monceau⁶⁹. Ce dernier ouvrage – l'une des références du nouveau paradigme agricole de la pensée physiocrate – se trouve

65. En 1599, l'index réalisé par Fernando Valdés interdit « tous les livres écrits en hébreu, ou en toute autre langue vernaculaire de l'Ancien Testament, et les livres de la secte de Mahomet écrits en arabe, en langue romane ou en tout autre langue vernaculaire » (Antonio SIERRA CORELLA, *La censura de libros y papeles en España y los índices y catálogos españoles de los prohibidos y expurgados*, Madrid, Cuerpo facultativo de archiveros, bibliotecarios y arqueólogos, 1947, p. 232). Sur le problème de l'accès aux ouvrages didactiques en langue arabe et la surveillance inquisitoriale, voir M. GARCÍA-ARENAL et F. RODRÍGUEZ MEDIANO, *Un Oriente español*, *op. cit.*, p. 340-357.

66. Francisco Pérez Bayer à Gregorio Mayáns, 12 déc. 1749, in G. MAYÁNS, *Epistolario*, vol. 6, *op. cit.*, p. 132-133 ; Manuel Pingarrón à Gregorio Mayáns, 30 janv. 1750, in G. MAYÁNS, *Epistolario*, vol. 7, *op. cit.*, p. 330-331.

67. Fernando RODRÍGUEZ MEDIANO, « Cómo aprendió árabe Campomanes. Sobre el aprendizaje de lenguas orientales en la Ilustración española », *Al-Qanṭara*, 41-2, 2020, p. 545-574, ici p. 551. Pedro Campomanes et José Carbonel ont suivi les cours de Casiri à cette époque. Voir Rosario DIE MACULET et Armando ALBEROLA-ROMÁ, « José Carbonel Fougasse (1707-1801). El rastro de un erudito en la España ilustrada », *Revista de historia moderna*, 28, 2010, p. 11-50 ; Fernando RODRÍGUEZ MEDIANO, « El perfil intelectual de un arabista ilustrado español. José Carbonel y Fogasa », *EHumanista*, 43, 2019, p. 30-46.

68. A. MESTRE SANCHÍS, *Historia, fueros y actitudes políticas*, *op. cit.*, p. 379-383 ; C. VARELA-OROL, « Martín Sarmiento y los estudios orientales », art. cit.

69. Henri-Louis DUHAMEL DU MONCEAU, *Tratado del cultivo de las tierras... con un appendice que contiene dos capítulos del tratado de agricultura escrito en lengua arabiga por Abu Zacharia Jehia Ebn Mohamad Ebn Ahmad (vulgarmente) Ebn Alanam, Sevillano, traducidos al español por... D. Miguel Casiri, ... y por Don Pedro Rodriguez Campomanes*, Madrid, J. de Orga, 1751. Sur le contexte éditorial, voir l'étude introductive dans Yaḥyā ibn Muḥammad

donc assorti, pour sa traduction espagnole, des connaissances agricoles d'un auteur d'Al-Andalus. Avec cette œuvre de commande, la proximité entre les arabisants et les réformistes au pouvoir apparaît en pleine lumière. Le détour par le Moyen Âge andalou permet à Carvajal d'enraciner dans les traditions hispaniques des théories agricoles développées sous d'autres latitudes, modernité et tradition se trouvant ainsi mutuellement légitimées⁷⁰.

Entre les besoins de la couronne et ceux de la république des Lettres, ce sont clairement les premiers qui ont motivé la venue de Casiri en Espagne. Derrière le père Ravago, des membres de l'entourage de Ferdinand VI semblent vouloir reprendre en main l'interprétariat des langues orientales afin de mieux contrôler les circulations en provenance de la Méditerranée. La collaboration entre Casiri et les milieux lettrés espagnols apparaît comme un effet collatéral, surgi de façon inattendue, en raison des réticences des San Juan à faire de la place au nouveau venu. Cette alliance se révèle toutefois décisive, pour Casiri, d'une part, qui peut élargir ses soutiens politiques, et pour les cercles lettrés, d'autre part, qui se servent de Casiri pour faire converger leurs aspirations avec celles de la couronne autour de la résurgence des lettres arabes. Le récit héroïque de la venue de Casiri en Espagne est élaboré à cette époque de manière à refléter l'harmonie qui devait unir les lettrés et la couronne autour de la défense des lettres hispano-arabes. Un voile de silence a dès lors recouvert les raisons qui, dans l'entourage du roi, ont été à l'origine du recrutement de Casiri à Rome. Pourtant, la lutte pour la conquête de l'autorité intellectuelle sur les langues orientales ne faisait que commencer, et Madrid devint le théâtre de l'affrontement entre Casiri, le maronite du Liban, et San Juan, le chaldéen d'Alep.

Des « patrons » en compétition

En septembre 1750, la mort inopinée de Cristóbal San Juan, le fils d'Andrés et son putatif successeur, ouvre à Casiri l'accès à l'interprétariat des langues orientales, la seule charge d'arabisant correctement rémunérée⁷¹. Cependant, en octobre 1752, la rumeur court qu'un neveu d'Andrés, originaire d'Alep, est sur le point d'arriver à Madrid pour le remplacer. Cette nouvelle met Casiri en alerte, car le neveu en question – Juan Amon San Juan – arrive « rempli de recommandations de la cour de Naples ». Casiri cherche à préempter la place en sollicitant auprès du ministre Carvajal (pour lequel il parachève la traduction du livre d'agriculture) la promesse de devenir le prochain interprète. Pour la première fois, il met en doute les capacités de San Juan et de son neveu à occuper cette fonction, car, dit-il, « ils ne

IBN AL-AWWĀM, *El libro de agricultura de Al Awam*, éd. par J. I. Cubero Salmerón, trad. par J. Banqueri, Séville, Junta de Andalucía, 2 vol., 1999.

70. J. TORRECILLA, *Guerras literarias del XVIII español*, op. cit., p. 138-139.

71. AHN, Estado, leg. 3447, exp. 5. L'interprète de langues orientales perçoit 800 *ducados* par an, ce qui le situe au niveau des officiers de rang intermédiaire de l'administration (auditeur d'audience provinciale, officier second des secrétaireries, etc.).

savent que l'arabe vulgaire qui ne sert à rien pour de telles tâches »⁷². Malgré les assurances du ministre, Casiri n'obtient aucune garantie sur l'emploi convoité et sa situation à la cour reste très précaire. Dans l'impasse, l'homme de lettres déplace alors le combat vers l'arène judiciaire en levant le voile sur les liens qui unissent les San Juan à la diaspora maronite.

Le 14 février 1754, Casiri est sollicité par le marquis de la Ensenada, le secrétaire d'État à la Guerre, pour épauler le gouverneur (*corregidor*) de Madrid dans la vérification des papiers de trois vagabonds arrêtés dans la capitale⁷³. Il s'avère que ces trois individus sont arabophones, qu'ils se prétendent originaires des communautés maronites d'Orient et disent se trouver en Espagne pour collecter des aumônes pour leurs églises. Casiri procède à l'examen des documents qui leur ont été confisqués et intervient comme interprète lors des interrogatoires. De cette enquête, il ressort que la plupart des passeports et des attestations sont faux, que ces hommes sont de pauvres hères, acheminés vers l'Espagne *via* Malte et Naples par des notables du mont Liban en relation avec San Juan. Une fois à Madrid, ce dernier leur a fourni de fausses autorisations de quêter contre le reversement du quart des aumônes collectées. Le rapport final du gouverneur est accablant envers San Juan, accusé de graves manquements « à la vérité et à son obligation comme interprète appointé du roi ». Quant à Casiri, son zèle lui vaut une chaleureuse recommandation :

*Il ne me paraît pas convenable que Don Andrés et Don Juan [San Juan], oncle et neveu, demeurent à la Cour comme interprètes d'arabe et de syriaque, car il y a à la Bibliothèque royale Don Miguel Casiri qui traduit et parle parfaitement ces langues, et de surcroît est prêtre, ce qui le rend plus recommandable. Je l'ai trouvé très neutre dans l'examen de ces vagabonds, et même favorable à l'expulsion de ceux qui devaient l'être. Il est très instruit dans la connaissance de ces pays, de leurs habitants et de leurs coutumes*⁷⁴.

Pendant ce temps, Casiri continue à collaborer à la répression des quêteurs orientaux dans toute l'Espagne. En effet, quelques jours après la remise des conclusions du gouverneur de Madrid, un décret du secrétaire de la Guerre envoyé à tous les évêques et gouverneurs de province ordonne l'arrestation des « nombreux maronites et melkites qui, avec de faux papiers des évêques d'Orient et des passeports de mauvaise facture, entrent en prétextant la persécution dont ils souffrent en raison de leur religion catholique pour susciter la pitié⁷⁵ ». Tout au long de l'année, les signalements d'une quinzaine de quêteurs remontent à la cour, parfois accompagnés de leurs papiers, lesquels sont remis à Casiri pour expertise. Cette opération semble avoir été couronnée de succès. Les derniers signalements parviennent à la cour jusqu'au milieu de l'année 1755 avant de cesser complètement.

72. AHN, Estado, leg. 3416, exp. 12, Miguel Casiri à José Carvajal, oct. 1752.

73. AGS, Secretaría de Guerra, Supl., leg. 594.

74. AGS, Secretaría de Guerra, Supl., leg. 594, Salvador Felipe Bermeo Arce au marquis de la Ensenada, Madrid, 22 mars 1754.

75. AGS, Secretaría de Guerra, Supl., leg. 594, Ordre royal, 1^{er} avr. 1754.

Grâce aux services rendus durant cette affaire, Casiri réussit à se hisser au sommet du pouvoir intellectuel. En 1756, il est nommé à l'interprétariat des langues orientales, avec l'autorisation de conserver sa charge d'écrivain d'arabe à la Bibliothèque royale⁷⁶. En réunissant ces deux charges sur une même personne, la couronne érige pour la première fois une autorité dans le domaine des langues orientales, compétente dans les champs intellectuel et administratif⁷⁷.

Dans cette affaire, Casiri semble de prime abord incarner le progrès de la raison et de l'érudition. En effet, les conclusions de l'enquête condamnent, avec les San Juan, une certaine manière de pratiquer l'arabe, conçu comme un savoir réservé, spécifique à quelques locuteurs natifs, et qui se transmettrait de génération en génération au sein d'une même famille. Les San Juan emploient un arabe local, sans utilité au-delà des petites affaires qu'ils ont à traiter et, qui plus est, susceptible de tous les détournements. Andrés San Juan est non seulement taxé d'incompétence, mais aussi accusé de trahison et d'escroquerie pour avoir préféré les intérêts de sa communauté d'origine à ceux du roi. À cette occasion, sont donc mises en procès l'étroitesse des connaissances, la confidentialité de leur mode de transmission, et les accointances communautaires qu'elles favorisent. En lieu et place, Casiri est salué pour son détachement et sa capacité à utiliser son savoir de façon objective, tandis qu'il revendique la maîtrise de l'arabe classique comme seule garantie d'une authentique compétence linguistique. En miroir d'une pratique moralement et linguistiquement corrompue, Casiri peut se prévaloir de rétablir la langue et son usage dans toute leur pureté. De plus, en tant que prêtre, ancien élève des jésuites, inséré dans les réseaux intellectuels européens, il offre des garanties dont les San Juan ne peuvent se prévaloir. Sa pratique de l'arabe n'est pas un savoir transmis comme un secret de famille : elle s'appuie sur des textes, des grammaires, des lieux de savoir et des espaces de sociabilités intellectuelles. À l'issue de cette affaire, Casiri peut se targuer d'incarner une autorité linguistique « publique » qui ne repose pas exclusivement sur le statut et la nature des personnes, mais sur des compétences établies par une communauté savante de référence⁷⁸.

76. Juan Amon San Juan convoite la place, mais le directeur de la Bibliothèque royale appuie à deux reprises la candidature de Casiri : « Il n'y a pas de comparaison possible entre les qualités de l'un et de l'autre, car le neveu de San Juan, hormis d'être très limité en arabe, ne sait pas le latin, et n'a étudié aucune science, pas plus qu'il n'est capable de traduire approximativement vers le castillan la moindre chose, [...] il ne sert qu'à copier de nombreux manuscrits arabes » (AHN, Estado, leg. 3416, exp. 12, Juan de Santander à Manuel Quintano, Madrid, 24 mai 1756 et Madrid, 14 juin 1756).

77. Si le cumul des emplois de la Bibliothèque royale avec ceux d'interprètes d'État existait déjà pour les langues occidentales, c'était la première fois que cela se produisait pour les langues orientales : I. CÁCERES WÜRSIG, « La traducción en España... », *op. cit.*, p. 247-257.

78. L'opposition privé-famille/public-savant que recouvre le conflit entre San Juan et Casiri est conjoncturelle. La structuration communautaire des métiers de la médiation linguistique a rarement été jugée incompatible avec les critères de publicité des savoirs établis par le monde savant. À Rome, à la même époque, Assemani, bibliothécaire et traducteur en langues orientales, s'appuie également sur sa famille et sur sa clientèle orientale sans que

Or, en poussant plus loin l'examen de cette affaire, celle-ci se révèle plus polémique qu'il n'y paraît, et certains détails laissent penser que la victoire de Casiri a été entachée de soupçons. Tout d'abord, San Juan n'a pas été destitué immédiatement : en raison de son grand âge, il a été maintenu en fonction, et son neveu, Juan Amon, a été envoyé à la Bibliothèque royale pour y copier des manuscrits. Casiri a dû attendre la mort d'Andrés, survenue en 1756, pour lui succéder à l'interprétariat des langues orientales. Ensuite, le confesseur du roi, Manuel Quintano, a hésité à réunir en Casiri les deux principaux emplois de l'interprétation et de la traduction en langues orientales. Il préférerait manifestement avoir à disposition plusieurs spécialistes en langue arabe afin de ne pas dépendre d'une autorité linguistique hégémonique. Pour qu'il cède, il fallut la puissante recommandation du directeur de la Bibliothèque royale, Juan de Santander, à l'issue d'une enquête menée sur le rôle exact joué par les protagonistes⁷⁹. En effet, l'implication de Casiri dans l'épisode des trois vagabonds inspire des soupçons, obligeant celui-ci à se justifier : « Je n'ai été ni acteur, ni accusateur, mais un simple interprète [...] et dans cette affaire, j'ai agi en toute fidélité et en toute ingénuité⁸⁰. » Tenant sa ligne, Casiri se présente en simple serviteur de la langue, totalement détaché des documents qu'il a expertisés, et des personnes dont il a traduit les propos. Or, cet avis n'est pas partagé par Juan Amon San Juan, qui écrit à son tour à Santander :

Il y a quelques jours, l'un des maronites a écrit à mon oncle [Andrés] pour lui demander pardon, disant que tout ce qu'il avait déclaré contre nous lui avait été dicté par ce bon chrétien [Casiri] et qu'il lui avait fait mille promesses pour dire cela, et que s'il refusait, il l'enverrait dans un préside. Il y a beaucoup d'autres choses dans ces lettres dignes d'être traduites, mais mon oncle n'ose pas les envoyer, car elles sont en arabe et si on les envoie à Casiri pour qu'il les traduise, il ne dira pas la vérité parce que cela touche à son honneur et à sa mauvaise origine⁸¹.

Ces accusations portées à l'encontre de Casiri incitent à examiner avec attention deux aspects de cette affaire. D'une part, lors du premier interrogatoire des trois quêteurs maronites, les déclarations des prévenus sont recueillies par le truchement de San Juan. Une situation paradoxale, puisque les prisonniers – tous les trois exclusivement arabophones – sont sommés de décrire leurs activités face à leur « patron ». Logiquement, ce premier interrogatoire ne fait aucune référence au rôle des San Juan dans l'organisation des quêtes. Dans un second temps, alerté par des tentatives des prévenus de communiquer avec l'extérieur, le gouverneur de

son insertion dans la république des Lettres ait été pour autant affectée. Voir M.-N. GEMAYEL, *Les échanges culturels entre les Maronites et l'Europe*, vol. 1, *op. cit.*, p. 414-458.

79. AHN, Estado, leg. 3416, exp. 12, Juan de Santander à Manuel Quintano, Madrid, 23 mai 1756 et Madrid, 14 juin 1756.

80. BNE, Archivo, 8112/023, fol. 64, lettre manuscrite de Casiri, s. d.

81. BNE, Archivo, 3118/024, fol. 6, Juan Amon San Juan à Juan Santander, San Ildefonso, 26 juin 1754.

Madrid fait appel à Casiri pour traduire ces lettres et procéder à deux interrogatoires supplémentaires des quêteurs. À partir de ce moment, l'implication des San Juan apparaît en pleine lumière. La vérité judiciaire qui s'impose est donc celle qui a été enregistrée alors que Casiri était le seul interprète.

D'autre part, un détail *a priori* anodin, révélé lors du troisième interrogatoire, s'avère particulièrement éclairant. En fin de déclaration, tandis qu'on lui demande quelles sont les personnes qu'il a vues depuis son arrestation, l'un des trois prévenus indique que Casiri s'est présenté accompagné de « Domingo Muscat, maltais, qui est venu avec le père [Casiri] et vit près du noviciat, occupé à enseigner les langues, avec Juan Jonas, maronite, qui demandait aussi l'aumône à Madrid⁸² ». Cette mention permet d'entrapercevoir fugitivement les dépendants de Casiri : elle nous apprend que ceux-ci sont impliqués aussi bien dans l'enseignement de l'arabe à Madrid que dans la collecte des aumônes. De plus, Muscat n'est pas totalement inconnu des historiens : à partir de novembre 1754, soit six mois après cette affaire, il est entré comme écrivain d'arabe à la Bibliothèque royale sous la direction de Casiri⁸³. Or, ce même Muscat apparaît ailleurs dans cette affaire, en tant que destinataire d'une lettre en arabe trouvée dans les papiers d'un quêteur maronite arrêté à Jaca en avril 1754. Cette missive se trouve à côté d'une autre, également en arabe, écrite par le même quêteur, mais adressée cette fois à San Juan. Ces deux lettres, qui ne sont pas parvenues à leurs destinataires, sont des appels à l'aide où le détenu demande aux deux hommes d'intervenir en sa faveur. Si l'on considère qu'à travers Muscat, c'est Casiri qui est contacté, ces lettres peuvent être vues comme des suppliques adressées aux principaux relais à la cour de ce petit monde des quêteurs⁸⁴.

Reconstituons donc la trame des événements à partir de ces quelques indices. Dès son arrivée à Madrid, Casiri a apparemment été en contact avec la communauté des « Orientaux », composée d'Arabes chrétiens du Levant et de Maltais, et il est parfaitement au courant de leurs pratiques. Si rien ne prouve qu'il ait pris une part active à la production des faux papiers, il est déjà identifié par les quêteurs maronites comme une personne-ressource à laquelle, avec San Juan, ils peuvent recourir. Cette position n'apparaît pas dans l'enquête, dont Casiri a très certainement inspiré les conclusions par sa position d'interprète, malgré sa neutralité affichée. En situant Casiri à l'intérieur et non à l'extérieur de cet univers interlope des quêteurs, la lecture de l'affaire évolue. Sur un plan politique tout d'abord, puisqu'il ne s'agit pas seulement d'une simple compétition entre deux hommes pour conquérir un emploi convoité, mais aussi de déterminer lequel des deux exerce

82. AGS, Secretaría de Guerra, Supl., leg. 594, interrogatoire de Francisco Diacono, Madrid, 15 avr. 1753.

83. BNE, Archivo, 3134/025, fol. 2, mémoire de Domingo Muscat, 1754; J. GARCÍA MORALES, « Los empleados de la Biblioteca Real (1712-1736) », art. cit., p. 57. On ignorait toutefois qu'il fût arrivé en Espagne à la suite de Casiri et qu'il s'occupât d'enseigner l'arabe à Madrid.

84. AGS, Secretaría de Guerra, Supl., leg. 594, lettres de Joseph Caffra à Domingo Muscat et à Andrés San Juan, 1754. Je remercie Fahima Amrioui et Sami Bargaoui pour leur aide à la traduction.

le contrôle sur cette petite communauté. Sur le plan des savoirs ensuite, car à l'instar de son adversaire, Casiri déploie son activité professionnelle en lien étroit avec des locuteurs subalternes issus des diasporas levantines, qu'il s'efforce à son tour de contrôler et d'organiser.

Si Casiri s'impose comme le nouveau « patron » à Madrid, c'est aussi qu'il peut dispenser des faveurs sans se compromettre dans la fabrication de faux papiers. En conservant son emploi de bibliothécaire, et avec l'appui de Santander, le directeur, il garde la main sur une ressource économique précieuse. Malgré leur faible nombre – trois officiellement –, mais en y ajoutant des collaborateurs ponctuels, les charges d'écrivains d'arabe ont pu permettre de stabiliser et de mettre au travail des individus qui, sans cela, auraient poursuivi des trajectoires chaotiques. Alors qu'auparavant les Orientaux s'adressaient aux San Juan pour obtenir des certificats, c'est désormais à la porte de la Bibliothèque royale qu'ils viennent frapper pour obtenir des faveurs.

Ces « petites mains » de la Bibliothèque restent pour la plupart très mal connues et on ignore bien souvent les circonstances de leur arrivée à Madrid. On y retrouve Juan Amon San Juan, le neveu d'Andrés, qui officie comme écrivain d'arabe jusqu'à sa mort, survenue en 1793, un an après celle de Casiri. La collaboration houleuse entre les deux hommes – nous allons y revenir – est pour le moins singulière, mais elle illustre parfaitement la dynamique du patronage que Casiri exerce dorénavant sur cette communauté, et qui a abouti à transformer ses concurrents en clients⁸⁵. À la suite de Juan Amon, d'autres individus ont occupé les emplois précaires de copistes occasionnels ou d'écrivains d'arabe : on connaît ainsi Muscat, maltais (1754-1772), auquel son fils Faustino a succédé (1772-vers 1812)⁸⁶ ; Antonio Bahna, originaire d'Alep ou de Damas, se disant maltais (1758-1762)⁸⁷ ; ou encore Pablo Hodar, natif de Lattaquié, employé à Madrid (1762-1770) avant de poursuivre sa carrière à Lisbonne et Coimbra⁸⁸. Tous ont été, à un moment

85. Telle est l'une des caractéristiques des luttes au sein des champs scientifiques selon Pierre BOURDIEU, « La spécificité du champ scientifique et les conditions sociales du progrès de la raison », *Sociologie et sociétés*, 7-1, 1975, p. 91-118.

86. Ricardo GONZÁLEZ CASTRILLO, « Un filoarabista de mediados del siglo XVIII. Faustino de Muscat y Guzmán », *Anaquel de estudios árabes*, 26, 2015, p. 121-145.

87. Manuel Martínez Pingarrón à Gregorio Mayáns, 23 juill. 1765, in Gregorio MAYÁNS, *Epistolario*, vol. 8, *Mayáns y Martínez Pingarrón*, éd. par A. Mestre, Valence, Ayuntamiento de Oliva, 1988, p. 424-426.

88. Ce dernier a été mieux étudié, généralement à partir de son riche dossier conservé à la BNE. Voir Manuel AUGUSTO RODRIGUES, « D. Paulo Hodar presbítero maronita, professor de línguas orientais na Universidade de Coimbra (1773-1780). Algumas notas sobre Hebraístas e Arabistas Portugueses », *Boletim do Arquivo da Universidade de Coimbra*, 7, 1985, p. 1-65 ; María PAZ TORRES, « Pablo Hodar, escribiente de árabe en la Biblioteca Real, y su participación en dos falsificaciones del XVIII », *Al-Andalus Magreb. Estudios árabes e islámicos*, 6, 1998, p. 209-236 ; Maroun-Nasser GEMAYEL, « Bulus al-Haddar, alias Pablo Paulo Hodar, moine antonin maronite, 1720-1780 », *Parole de l'Orient*, 27, 2002, p. 281-291 ; John-Paul A. GHOBRIAL, « The Archive of Orientalism and its Keepers: Re-Imagining the Histories of Arabic Manuscripts in Early Modern Europe », in L. CORENS, K. PETERS et A. WALSHAM (dir.), « The Social History of the Archive: Record-Keeping in Early Modern Europe », *Past & Present*, 230, supplément 11, 2016, p. 90-111.

donné, des dépendants de Casiri, qui les a protégés et a été bien souvent à l'origine de leur entrée à la Bibliothèque royale. Quand il appuie le recrutement de Bahna – une personne d'origine et de réputation douteuses –, Casiri demande au directeur de la Bibliothèque de donner une nouvelle marque de « son indéfectible bonté envers les pauvres⁸⁹ ». Par ailleurs, ce patronage impose aussi des obligations à Casiri, puisqu'à la mort d'Andrés San Juan, il se voit contraint d'entretenir la famille de ce dernier sur ses émoluments⁹⁰.

Analysée à la loupe, cette affaire éclaire les dynamiques sociales qui ont présidé à la constitution de l'interprétariat des langues orientales et la façon dont Casiri les a transformées. Andrés San Juan était un patron, l'une des figures émergées d'une diaspora de chrétiens orientaux dont quelques membres avaient fait souche à Madrid. Par l'échange de lettres et la circulation de voyageurs, il maintenait un lien permanent avec les communautés chrétiennes du Proche-Orient, dont il facilitait et régulait les déplacements vers l'Espagne et le Portugal. Sa position à Madrid doit être lue au prisme de l'essor de la diaspora maronite de la seconde moitié du XVII^e siècle et des relais qu'elle a établis dans les grandes villes d'Europe. Comme l'ont montré des travaux récents, ces réseaux ont été déterminants dans le développement des études arabes partout en Europe en facilitant la circulation des savants, des manuscrits et des livres⁹¹. Le réseau de quêteurs mis au jour en 1754 n'est donc pas une activité clandestine en soi, mais relève plutôt du fonctionnement normal de cette diaspora et des activités très variées qu'elle pratique. Si toute autorité dans le domaine du savoir se construit sur le contrôle de l'accès aux connaissances, les San Juan ont fondé la leur sur une base familiale et communautaire qui a assuré à la couronne une filière de recrutement de locuteurs natifs. Au sein de ce petit groupe, la hiérarchie des positions professionnelles a été bâtie selon des logiques familiales, réservant les premiers emplois aux membres de la famille tandis que leurs dépendants étaient employés à des tâches subalternes, de la copie de manuscrits à la collecte d'aumônes. L'arrestation générale reflète un défaut de régulation de la part de San Juan et une volonté du gouvernement espagnol de mettre de l'ordre dans ce milieu. Par contraste, les réseaux jésuites et les filières de recrutement autour du Collège maronite de Rome apparaissent dès lors

89. BNE, Archivo, 3119/031, fol. 8, Miguel Casiri à Juan de Santander, Madrid, 16 juin 1758. En 1765, couvert de dettes, Bahna abandonne son emploi à la Bibliothèque et se rend à Valence pour chercher la protection de Mayáns. Averti depuis la cour, Mayáns écrit de lui : « Il avait été employé aux écritures arabes, il semble que ce soit un grand imposteur » (Gregorio Mayáns à Asensio Sales, 5 août 1765, in Gregorio MAYÁNS, *Epistolario*, vol. 5, *Escritos económicos*, éd. par A. Mestre, Valence, Artes Gráfica Soler, 1976, p. 41).

90. AHN, Estado, leg. 3416, exp. 12, Ricardo Wall au comte de Valdeparaiso, Aranjuez, 29 juin 1756. Parmi les dépendants de Casiri, on trouve plusieurs personnes qui ont servi dans sa maison : Faustina del Valle, sa gouvernante, qui sera également son héritière universelle ; Catalina Batignani, qu'il affirme avoir élevé depuis son enfance, et son mari, Martin de la Justicia, qui a été son secrétaire et l'a aidé dans la copie de manuscrits arabes. Voir AHN, Estado, leg. 3416, exp. 12 ; Archivo Histórico de Protocolos de Madrid (ci-après AHPM), 20187, fol. 3, testament de Miguel Casiri, Madrid, 30 mai 1786.

91. J.-P. A. GHOBRIAL, « The Archive of Orientalism and its Keepers », art. cit.

plus fiables. Pour autant, Casiri ne rompt pas avec les réseaux de la diaspora maronite et ses circuits de quêteurs : il essaie de les réguler et de les professionnaliser. La Bibliothèque royale permet d'insérer certains de ces Orientaux dans le marché du travail intellectuel, où leurs connaissances linguistiques sont mises à profit. Toutefois, ce travail reste précaire, instable et mal payé, alors que le marché informel des faux papiers permet de monnayer chèrement les connaissances en langues orientales. Ce premier conflit entre Casiri et San Juan accompagne un processus d'institutionnalisation croissant de l'expertise en langue arabe à la cour, structuré autour de deux pôles, l'un pratique et l'autre érudit. Administrateur royal d'un côté, homme de lettres de l'autre, Casiri va éprouver la difficile articulation de deux registres distincts de légitimité.

La critique érudite au service de l'État

Dans chaque supplique adressée au roi au cours de sa carrière, Casiri a systématiquement mis en avant sa contribution à la gloire des lettres arabes et espagnoles. Dans l'une d'entre elles, il se flattait « d'avoir introduit et propagé en Espagne l'étude de la langue arabe et de l'érudition orientale, et dont la gloire [m']est attribuée [...] aussi bien ici qu'à l'étranger⁹² ». En revanche, il a toujours été très discret sur les services rendus dans les bureaux de l'administration⁹³. Ces silences dénotent une hiérarchie très claire dans la façon dont Casiri organise son travail entre les tâches « nobles » de l'érudition (traduction, philologie, épigraphie, numismatique) et les tâches « viles » du maniement des papiers d'État. Ils témoignent aussi de l'ambiguïté de la position de Casiri, un pied dans l'interprétariat et un pied dans la Bibliothèque, serviteur du roi à temps plein, mais indexant la valeur de son travail sur une hiérarchie établie par une communauté d'érudits. Vis-à-vis de la couronne, Casiri ne revendique donc pas une autonomie d'action ou de moyens, mais entend définir les critères de son expertise.

Il est possible de documenter cette pratique de l'érudition arabe au service de l'État, bien que l'inventaire des affaires publiques dans lesquelles Casiri est intervenu soit loin d'être achevé⁹⁴. La documentation est en effet éparpillée dans les services des différents ministères qui ont fait appel à son expertise. Les quelques pièces localisées donnent à voir le travail d'un administrateur zélé, mobilisé dans des affaires d'ordre public lorsqu'il s'agit d'examiner des papiers en arabe saisis sur des suspects. En 1761, il est amené à traduire des oraisons arabes

92. Miguel Casiri à Charles III, Madrid, 9 oct. 1783, cité par M. BREYDY, *Michel Gharzieh al-Ghaziri*, *op. cit.*, p. 37-38.

93. AHN, Estado, leg. 3416, exp. 12, Miguel Casiri à Ricardo Wall, [1756]. Il s'agit d'une des rares suppliques où Casiri fait allusion à ses tâches dans la gestion de l'ordre public.

94. Pour un bilan récent, voir M. C. FERIA GARCÍA, « El Tratado hispano-marroquí de Amistad y Comercio de 1767... », art. cit., p. 31-36. D'autres inventaires se trouvent dans P. MASSAD, « Casiri y uno de sus estudios inéditos », art. cit. ; M.-N. GEMAYEL, *Les échanges culturels entre les Maronites et l'Europe*, vol. 1, *op. cit.*, p. 587-595.

probablement trouvées sur des bonimenteurs. Il en conclut que « tous ces papiers sont des amulettes, des talismans et des grigris, pleins de choses ridicules, futiles, vaines et superstitieuses, inventées uniquement pour gagner sa vie et escroquer le petit peuple simple et crédule⁹⁵ ». De fait, Casiri officie avec la précision d'un érudit et tous les préjugés qui l'accompagnent. L'arabe classique représentant pour lui la seule référence, les documents maghrébins qui lui sont soumis ne trouvent aucune grâce à ses yeux. En 1767, il est sollicité à plusieurs reprises pour traduire des lettres saisies sur des esclaves algérois, ce à quoi il s'applique non sans mépris. Pour l'une d'elles, il précise qu'« il n'est pas possible de la traduire littéralement en castillan, car elle est écrite de façon barbare et sans méthode⁹⁶ ». Casiri intervient aussi dans les affaires diplomatiques, notamment dans le cadre des négociations avec le Maroc. Durant le séjour de l'ambassadeur marocain Ahmed al-Ghazzal (1766), il l'accompagne comme interprète sans cacher son dédain envers sa manière d'écrire et de parler⁹⁷. Lorsqu'on lui demande de traduire vers l'arabe des lettres adressées à Al-Ghazzal, Casiri s'entiche d'insérer des formes dialectales contre l'usage diplomatique espagnol, qui privilégie l'arabe classique dans ses échanges avec le Maghreb. Casiri affirme le faire dans un souci de clarté, estimant ses correspondants marocains incapables de maîtriser les différents registres de langue :

J'ai essayé de faire ces traductions avec le plus de clarté pour que n'importe qui, aussi barbare soit-il, puisse les lire et les comprendre, car je me suis efforcé autant que possible, et même contre les règles de la langue arabe, d'imiter le style inculte d'Al-Ghazzal, et d'utiliser les manières d'écrire vulgaires et communes parmi les Africains. Votre Excellence peut s'en assurer en donnant ma traduction arabe à n'importe quel Maure esclave qu'il y a en Espagne et il dira à Votre Excellence qu'il la comprend et pourra expliquer son contenu⁹⁸.

Casiri est tout aussi implacable quand on le sollicite pour vérifier des traductions de documents arabes effectuées par des interprètes locaux, dont il corrige le style, le vocabulaire et les imprécisions. La délégitimation des compétences des interprètes amateurs, des copistes profanes ou des traducteurs improvisés est une attitude courante chez lui, que l'on retrouve lorsque l'Académie royale d'histoire lui demande d'expertiser des médailles ou des inscriptions arabes. Ces pièces proviennent généralement de province, et elles sont passées entre

95. AHN, Estado, leg. 3416, exp. 12, Miguel Casiri à Ricardo Wall, Bibliothèque royale, 6 août 1761. Une escroquerie courante parmi les chercheurs de trésor consistait à faire croire qu'ils étaient capables de retrouver les trésors enfouis par les morisques avant leur expulsion. L'usage de l'arabe dans des rituels magiques était alors fréquent : María Luisa PEDRÓS CIURANA, « El moro y el tesoro. Siguiendo las pistas del mulsumán en la Valencia del siglo XVIII », in B. FRANCO LLOPIS *et al.* (dir.), *Identidades cuestionadas. Coexistencia y conflictos interreligiosos en el Mediterráneo (ss. XIV-XVIII)*, Valence, Universitat de València, 2016, p. 189-202.

96. AHN, Estado, leg. 3565, Miguel Casiri à Bernardo Campo, Madrid, 23 févr. 1767.

97. AHN, Estado, leg. 4338 ; Antonio OBRA DE PONZ, *Viage de España*, vol. 17, Madrid, Joaquín Ibarra, 1792, p. 34.

98. AHN, Estado, leg. 3565, Miguel Casiri à Bernardo Campo, Madrid, 29 nov. 1767.

plusieurs mains (pour la transcription et éventuellement la traduction) avant d'arriver jusqu'à lui. Aussi juge-t-il sévèrement les transcriptions des inscriptions trouvées sur un reliquaire du monastère de Leyre (Navarre), incriminant « l'ignorance des secrétaires qui copient des choses qu'ils ne comprennent pas⁹⁹ ». Lorsqu'une autre transcription, effectuée à partir d'une inscription trouvée dans la cathédrale de Cordoue, lui parvient, son jugement n'est pas moins clément, bien qu'elle ait été effectuée par un marchand originaire de Constantinople, « arabe de nation¹⁰⁰ ». Cette attitude fait écho au dédain qu'il manifeste envers les manuscrits écrits en *aljamiado* qu'on lui demande d'expertiser. Cette écriture, qu'Andrés San Juan déchiffrait, pose des problèmes à Casiri qui n'y voit qu'une « langue castillane altérée et corrompue par des caractères arabes [...] très difficiles à lire et encore plus à comprendre¹⁰¹ ». L'excellence linguistique revendiquée par Casiri se trouve donc elle aussi, parfois, prise au piège de l'ignorance.

L'autorité de Casiri n'en souffre toutefois nullement car elle ne se construit pas seulement sur ses compétences linguistiques : son expertise tient aussi à ses origines, à ses relations personnelles et à sa familiarité avec les usages institutionnels en vigueur au Proche-Orient. En 1754, lors de l'arrestation générale des quêteurs maronites, Casiri doit examiner les papiers de Joseph Cafra, qu'il qualifie d'imposteur, car il n'a trouvé sur lui « aucun document original arabe ou syriaque conforme au style des prélats de ces pays ». Il écarte ce candidat à la charité publique sur le seul fondement de l'examen de passeports écrits en italien ou en français sur lesquels il a relevé des ratures et des altérations¹⁰². En revanche, le père Arsenio Cheuquier (Arsānyūs Šukrī), ou père Arsène, procureur général de l'ordre de Saint-Antoine du mont Liban, est reconnu comme un quêteur légitime par Casiri. Ce dernier prétend « n'avoir le moindre doute que cette personne est recommandable par son caractère et ses mœurs très religieuses, telles qu'elles sont attestées par les cardinaux et évêques et autres personnes ecclésiastiques et séculières de France ». Il prétend connaître le père Arsène de réputation et avoir entendu parler de lui au mont Liban et à Rome. Il a examiné ses papiers, dont deux lettres en arabe écrites par le père Maron, général de l'ordre de Saint-Antoine, et les a jugés conformes « à la vérité [qu'il a] expérimentée au mont Liban ». Il en conclut que les motifs avancés par le père Arsène sont « légitimes et véritables », à la différence « des autres vagabonds imposteurs, qui nous ont donné tant de travail »¹⁰³.

S'il établit une hiérarchie entre tâches savantes et pratiques, Casiri maintient un rapport constant dans ses critères d'exigence. Cela fait de lui un administrateur

99. Real Academia de la Historia (ci-après RAH), 9-6050.

100. RAH, 9-6050; AHN, Estado, leg. 3204.

101. Cité dans F. RODRÍGUEZ MEDIANO, « Conversion, langue et histoire », art. cit., p. 562.

102. AGS, Secretaría de Guerra, Supl., leg. 594, Miguel Casiri à Felipe Bermeo, mai 1754.

103. AGS, Secretaría de Guerra, Supl., leg. 594, Miguel Casiri à Felipe Bermeo, Real Biblioteca, 8 juin 1754. Sur Cheuquier et ses pérégrinations en Europe : Feras KRIMSTI, « Arsānyūs Shukrī al-Ḥakīm's Account of His Journey to France, the Iberian Peninsula, and Italy (1748-1757) from Travel Journal to Edition », *Philological Encounters*, 4-3/4, 2019, p. 202-244.

conscientieux, mais aussi relativement peu flexible au regard des contextes où il intervient. La haute opinion qu'il a de son art peut d'ailleurs s'avérer embarrassante pour les autorités royales. En effet, une partie de l'activité érudite de Casiri porte sur des sujets politiquement sensibles pour la couronne. Entre 1761 et 1767, Casiri présente à l'Académie royale d'histoire des annotations et des corrections sur plusieurs livres d'histoire urbaine figurant parmi les œuvres les plus polémiques du XVII^e siècle. On y trouve notamment l'ouvrage de Francisco Bermúdez de Pedraza, *Historia eclesiástica de Granada* (1637) et celui de Gabriel Pascual y Obraneja, *Vida de San Indalecio, y Almería ilustrada en su antigüedad, origen, y grandeza* (1699)¹⁰⁴. Le premier est un ouvrage majeur (dont le second s'inspire) qui a donné naissance au genre de l'histoire urbaine sacrée, une mode historiographique très en vogue au XVII^e siècle. Or, le livre de Pedraza s'appuie très largement sur les falsifications archéologiques et les fausses inscriptions arabes enfouies au Sacromonte de Grenade, qu'il a contribué à légitimer en les introduisant dans l'historiographie. Ce faisant, le genre qu'il a inspiré a été un puissant instrument d'affirmation des identités urbaines et de revendication des droits locaux¹⁰⁵.

L'intervention d'un arabisant reconnu tel que Casiri dans l'examen critique de ces livres est loin d'être anodine. Depuis le début du siècle, la couronne refuse de rouvrir le débat sur l'authenticité des plombs du Sacromonte, récusée par le pape en 1682. Par deux fois, en 1705 et en 1743, elle a opposé un refus au clergé de Grenade qui souhaitait des nouvelles expertises, interdisant tout particulièrement de réexaminer la traduction arabe des plaques de plomb, au motif que l'affaire était tranchée. *A fortiori*, après le concordat très favorable de 1753, Madrid n'a plus aucun intérêt à relancer une polémique douloureuse avec Rome. Mais en 1754, Juan de Flores, un prébendé de la cathédrale de Grenade, retrouve les restes archéologiques de la ville antique dans l'Alcazaba. Les fouilles sont autorisées, puis rapidement récupérées par le clergé grenadin qui, à renfort de fausses pièces, relance la polémique sur l'évangélisation de Grenade au I^{er} siècle¹⁰⁶. Ces nouvelles découvertes archéologiques rencontrent le scepticisme des cercles lettrés que fréquente Casiri. Dès 1760, Casiri et Burriel sont amenés à expertiser certaines pièces ; ils rendent des avis très circonspects, reconnaissant quelques découvertes intéressantes parmi « de nombreuses choses suspectes¹⁰⁷ ». Reste que la couronne n'a pas intérêt à rouvrir la polémique et que Casiri, avec d'autres, s'y est impliqué au risque de déplaire à ses protecteurs.

104. RAH, 9-5817 ; P. MASSAD, « Observaciones de Casiri a Bermúdez Pedraza », *Miscelánea de estudios árabes y hebraicos. Sección Árabe-Islám*, 6, 1957, p. 99-123.

105. A. Katie HARRIS, « Forging History: The Plomos of the Sacromonte of Granada in Francisco Bermudez de Pedraza's *Historia Eclesiastica* », *The Sixteenth Century Journal*, 30-4, 1999, p. 945-966 ; Manuel BARRIOS AGUILERA, *Los falsos cronicones contra la historia. O Granada, corona martirial*, Grenade, Universidad de Granada, 2004, p. 47-59.

106. *Ibid.*, p. 77-98 ; Manuel SOTOMAYOR, *Don Juan de Flores y Oddouz, pícaro y mártir. Cultura y picaresca en la Granada de la ilustración*, Grenade, Universidad de Granada, 2007.

107. RAH, 9-6050, Andres Burriel à Francisco Perez Bayer, Madrid, 17 août 1760.

Administrateur soumis aux volontés royales en qualité d'interprète des langues orientales, Casiri est aussi un homme de la république des Lettres. À ce titre, il règle son activité sur des normes établies non par la couronne, mais par la communauté des savants. Cette autonomie revendiquée lui permet de hiérarchiser son travail et de considérer le maniement des papiers d'État comme une tâche mineure. Toutefois, à la fin des années 1760, un décalage croissant se fait sentir entre les projets réformateurs de la couronne et les attentes des cercles lettrés fréquentés par Casiri. Celui-ci doit alors faire face à des concurrents plus dociles, prêts à plier les règles de leur art aux attentes de l'administration de l'État. Et ils s'en prennent à lui en visant son talon d'Achille : les liens qu'il continue d'entretenir avec la diaspora maronite.

La science appliquée contre l'érudition

En 1769, une nouvelle affaire judiciaire vient secouer le petit monde des arabisants qui gravite autour de la Bibliothèque royale. Cette année-là, un quêteur maronite répondant au nom de Francisco Chudiak (Šīdiyāq) ou Aron est arrêté à Saint-Domingue. Le conseil des Indes ordonne son transfert à Cadix et diligente une enquête. Lors des interrogatoires, le prévenu affirme vivre de l'aumône dans les Caraïbes depuis huit ans grâce à de faux papiers qui lui ont été délivrés par des employés de la Bibliothèque royale. Selon les conclusions du conseil, « Francisco Aron est un vagabond, et ses excès ont été permis par Don Pablo Hodar et Don Juan Amon, le premier lui ayant fourni des lettres du Patriarche d'Antioche, et le second les ayant traduites¹⁰⁸ ». Cette affaire attire de nouveau l'attention des autorités sur l'activité des « petites mains » de la Bibliothèque qui travaillent à la copie de manuscrits arabes sous la direction de Casiri. L'enquête passe alors entre les mains du secrétaire de Grâce et de Justice, Manuel de Roda, qui charge Pedro Avila, un juge du tribunal de la Maison royale, de poursuivre les investigations. Cette affaire met au jour des tensions très fortes entre les arabisants de la Bibliothèque. Il s'avère que tous ont été complices dans la fabrication des faux papiers remis à Chudiak : Juan Amon San Juan, Bahna, Muscat, et un nouveau venu, Hodar. Celui-ci est un religieux maronite en rupture de ban, soupçonné d'apostasie, qui a été ballotté pendant six ans, de 1755 à 1761, du mont Liban à Rome, de Caserte à Marseille. C'est dans cette dernière ville qu'il a été « recruté » par Chudiak et amené à Madrid, où il a été employé pendant plusieurs années comme prête-plume par Juan Amon et les autres copistes pour des traductions. Cependant, remarqué par Casiri pour sa dextérité dans les langues orientales, Hodar monte en grade : il devient un collaborateur régulier du maître et participe à l'édition de la *Bibliotheca arabico-hispana*. Cette ascension rapide lui vaut l'hostilité des autres copistes d'arabe qui l'accusent, devant le juge, d'être le principal responsable dans cette nouvelle affaire de faux papiers.

L'affaire Hodar, bien connue de l'historiographie, comporte des enjeux politiques qui ont été rarement soulignés. Elle révèle en effet à quel point Casiri et Santander ne contrôlent plus les petits employés arabisants de la Bibliothèque – ceux-ci se livrant, plus ou moins à leur insu, à des activités illicites. La mort de San Juan n'a pas marqué une rupture durable avec les réseaux de la diaspora maronite et la production de fausses attestations. Sous la houlette de Juan Amon, des Orientaux continuent d'être acheminés jusqu'à Madrid, des licences pour quêter leur sont fournies, et les plus habiles d'entre eux – tel Hodar – sont employés à la transcription ou la traduction de manuscrits. Cette affaire montre donc combien le travail des langues orientales à Madrid est resté très hétérogène : le monde de l'itinérance continue à offrir le principal vivier de recrutement, les tâches sont extrêmement diversifiées aux échelons inférieurs, et la spécialisation vers le travail érudit n'intervient qu'à mesure que la situation professionnelle se stabilise. Il est fort probable que Casiri n'ignore rien de ces pratiques, et le fait qu'il ait pris Hodar sous son aile est la preuve qu'il trouve aussi son compte dans le maintien de ces réseaux qu'il a naguère combattus. Toutefois, une chose est avérée : à la fin des années 1760, le contrôle de ces filières lui a échappé.

Afin de comprendre les raisons de l'émancipation des « petites mains » de la tutelle de Casiri, il faut remonter quelque temps en arrière, au début de la décennie 1760, pour suivre l'émergence de Mariano Pizzi, évoqué en introduction, comme nouvelle figure des langues orientales en Espagne. Médecin d'origine italienne, natif de Valence, Pizzi est à peine mentionné dans la généalogie des études arabes, ses successeurs n'ayant vu en lui qu'un petit falsificateur sans envergure maîtrisant à peine l'arabe. Pourtant, c'est un intrigant, dont l'ascension professionnelle commence au début des années 1760, lorsque la communauté napolitaine qui a accompagné Charles III s'installe à Madrid. Il fréquente les salons et se fait une place dans le milieu des courtisans comme médecin de l'ambassadeur de Naples et de l'hôpital des Italiens à Madrid¹⁰⁹. Il a appris l'arabe au contact de Juan Amon San Juan et cherche progressivement à s'imposer dans ce champ en s'appuyant sur des copistes d'arabe de la Bibliothèque royale. En 1761, Pizzi fait une entrée remarquée dans le monde des arabisants avec la publication d'un ouvrage intitulé *Traité des eaux médicinales de Salam-Bir, communément appelé de Sacedon, écrit en langue arabe par Agmer Ben-Abdala, médecin de Tolède, en l'an 1054*¹¹⁰. Il se présente comme le découvreur et le traducteur de ce traité médiéval, dont l'auteur était jusque-là inconnu, et reçoit une approbation élogieuse de son maître, Juan Amon, qui loue « la fidélité et l'élégance » du texte, « comme si le traducteur était oriental »¹¹¹. Toutefois, Pizzi porte ses vues sur

109. Emilio COTARELO Y MORI, *Iriarte y su época*, Madrid, Sucesores de Rivadeneyra, 1897, p. 116.

110. Agmer BEN-ABDALA, *Tratado de las aguas medicinales de Salam-Bir, que comunmente llaman de Sacedon, escrito en lengua árabe, por Agmer-Ben-Ab-Dala, médico de Toledo, en el año de mil cinquenta y quatro... traducido al idioma castellano... por el Doctor Don Mariano Pizzi*, Madrid, Antonio Pérez de Soto, 1761.

111. *Ibid.*, p. VIII. Cet ouvrage a été bien accueilli par Mayáns : « Le Dr Mariano Pizzi avait l'ambition d'imprimer en caractères arabes le traité des eaux de Salam-Bir. Les étrangers

un travail d'une tout autre ampleur : le traité de botanique d'Ibn-al-Baytar, un ouvrage majeur dont la traduction est réclamée depuis plusieurs années tant par les arabisants que par les botanistes. Or, Pizzi est lié d'amitié avec un pharmacien et botaniste, Casimiro Ortega, qui cherche lui aussi à s'imposer dans son domaine d'érudition. Ortega est un orientaliste amateur : il a ramené d'Italie pour Pizzi un lexique arabe-latin et collectionne des médailles arabes que son ami déchiffre¹¹². Par le truchement d'Ortega, Pizzi peut s'appuyer sur le milieu des médecins et des botanistes de la cour pour tenter de se faire un nom dans le champ de l'érudition arabe. En 1767, son projet de traduction reçoit le soutien de Manuel Martínez de Raga, président du Protomedicato et premier médecin du roi, et de Miguel Barnades, premier professeur du Jardin botanique du roi¹¹³. Cependant, cette entreprise dérange visiblement du côté de Casiri et de la Bibliothèque royale, et la crédibilité de Pizzi en tant qu'arabisant commence à être mise en doute.

En 1765, Francisco Javier Palomares, archiviste de la secrétairerie d'État, remet à l'Académie royale d'histoire un rapport très virulent contre le *Traité des eaux médicinales de Salam-Bir* dans lequel il dénonce un texte fabriqué de toutes pièces par Pizzi et Juan Amon. N'étant pas arabisant, Palomares se fonde sur une critique codicologique du manuscrit arabe pour réfuter sa datation. De plus, évoquant l'opinion de Bahna, écrivain d'arabe à la Bibliothèque royale, et celle d'« un sujet très instruit » qu'il ne nomme pas, il affirme que ce traité a été écrit d'abord en castillan avant d'être traduit en arabe sur du papier artificiellement vieilli¹¹⁴. Il est vraisemblable que ce « sujet très instruit » ne soit autre que Casiri, lequel, en 1766, se fend à son tour d'un rapport à l'Académie qui dénonce l'imposture en pointant « l'expression barbare et ridicule » du texte¹¹⁵. Cette attaque a aussi pour toile de fond le contrôle du personnel de la Bibliothèque royale. En effet, lorsque Hodar sera pris dans la tourmente judiciaire, il confirmera les soupçons portant sur l'authenticité du *Traité des eaux médicinales de Salam-Bir* en reconnaissant que Juan Amon et lui-même avaient fabriqué cette traduction à la demande de Pizzi¹¹⁶. Il s'avère donc

auraient beaucoup apprécié ce texte. De telles idées devraient être encouragées dans et hors d'Espagne » (Gregorio Mayáns à Martínez Pingarrón, 7 déc. 1761, in G. MAYÁNS, *Epistolario*, vol. 8, *op. cit.*, p. 258-260).

112. RAH, 9-6050, [Mariano Pizzi], *Explicación de la moneda árabe que me enseñó el sr Dn Casimiro Ortega*, s. d.

113. Miguel BARNADES, *Principios de botanica*, Madrid, Antonio Pérez de Soto, 1767, p. 8 ; J. L. CARRILLO et M. PAZ TORRES, *Ibn al-Baytar y el arabismo español del XVIII*, *op. cit.*, p. 39.

114. Francisco Javier PALOMARES, « Descubrimiento de la ficción famosa de un libro arábigo de las aguas de Sacedón ó Salambir que atribuyen los autores a Agmer Ben-Abdallá (1765) », *Varietades de Ciencias, literatura y artes*, 3, 1805, p. 363-374.

115. Cité par plusieurs travaux, ce rapport serait conservé à l'Académie royale d'histoire, mais nous n'en avons pas retrouvé la trace. Un extrait a été publié dans Tomas MUÑOZ Y ROMERO, *Diccionario bibliográfico-histórico de los antiguos reinos, provincias de España*, Madrid, Rivadeneyra, 1858, p. 226.

116. BNE, Archivo, 35/01, exp. 1.

que Pizzi a construit son autorité d'arabisant en s'adjoignant les services des « petites mains » de la Bibliothèque royale, venant débaucher dans les clientèles de Casiri, en les accueillant chez lui, en les logeant et les nourrissant¹¹⁷.

La polémique sur l'authenticité du *Traité des eaux médicinales de Salam-Bir* est ainsi un contre-feu allumé pour enrayer l'autorité croissante de Pizzi et son projet de publication du traité d'Ibn-al-Baytar, soutenu par les médecins et les botanistes de la cour. À partir de 1767, le conflit atteint son paroxysme : Casiri fait de la rétention et empêche l'accès au manuscrit¹¹⁸, avant que Pizzi riposte en critiquant vertement la traduction du prologue publiée par Casiri dans la *Bibliotheca arabico-hispana*, une attaque à laquelle répond Hodar en défendant le travail de son nouveau protecteur¹¹⁹. Alors qu'il doit expertiser la traduction de deux médailles envoyées par Pizzi à l'Académie royale d'histoire, Casiri se déchaîne :

*L'auteur est un autre Miguel de Luna qui, pour se faire reconnaître comme savant et par ce moyen obtenir des prix et des honneurs, sollicite désespérément un ouvrage arabe qu'il ne sait pas lire et encore moins comprendre, et invente dans sa tête n'importe quoi au préjudice notable de la littérature espagnole, de la vérité et du crédit de la nation*¹²⁰.

Les accusations mutuelles d'incompétence et d'imposture montrent bien que le conflit porte sur les normes et la délimitation même du champ des études arabes. Le premier volet de l'affaire correspond à une stricte controverse savante qui aurait pu se produire dans n'importe quel champ intellectuel institutionnalisé. À cet égard, il atteste une certaine maturité des langues orientales en Espagne, puisque la dispute se déroule aux yeux et au su de tous, qu'elle trouve à s'exprimer dans des lieux spécifiques (Académie royale d'histoire, Bibliothèque royale), qu'elle mobilise des compétences spécialisées (langue, codicologie) et porte sur les savoirs eux-mêmes et leurs critères de validité. Or, à partir de 1769, l'arrestation du quêteur maronite Chudiak remet sur le devant de la scène l'hétéronomie profonde du champ des études arabes, que l'on pensait révolue depuis l'arrivée de Casiri. Le second volet, judiciaire, de l'affaire est en outre soigneusement escamoté : la prise en charge de l'enquête par un juge de la Maison du roi reflète la volonté de la couronne de contenir la déflagration. L'enquête se concentre d'ailleurs exclusivement sur les rôles respectifs de Juan Amon et d'Hodar, les deux copistes d'arabe, et non sur leurs patrons respectifs. Tout laisse à penser qu'on a voulu préserver l'honorabilité et la crédibilité des arabisants du roi en distinguant la controverse intellectuelle de son pendant judiciaire. Néanmoins, la dispute entre

117. BNE, Archivo, 35/01, exp. 1.

118. RAH, 9-6050, Pablo Hodar à Lorenzo Diéguez, Madrid, 6 oct. 1768.

119. BNE, ms. 6516, Pablo Hodar, *Discurso sobre el prólogo de la traducción de «Abedalla Ben-el-Baitar» por Mariano Pizzi, en satisfacción de los reparos que en él hace contra Miguel Casiri*, [1770].

120. RAH, 9-6050, Miguel Casiri à Lorenzo Diéguez, Madrid, 24 juill. 1767. Miguel de Luna est un morisque grenadin à l'origine de la falsification des plombs du Sacromonte : M. GARCÍA-ARENAL et F. RODRÍGUEZ MEDIANO, *Un Oriente español, op. cit.*, p. 165-196.

Pizzi et Casiri reste tributaire de la profonde hétéronomie du champ des études arabes, avec ses agents subalternes faiblement professionnalisés, tiraillés entre un marché formel et informel du travail des langues orientales.

Le dénouement de l'affaire tourne nettement à l'avantage de Pizzi. Si Juan Amon et Hodar sont condamnés pour leur rôle dans la production des faux papiers, l'asymétrie de la sentence finale révèle un rapport de force défavorable à Casiri : Juan Amon est seulement suspendu provisoirement de son emploi, tandis qu'Hodar se voit remettre une injonction de quitter le royaume sous quarante jours¹²¹. Dès lors, l'ascension de Pizzi semble imparable. Sa consécration survient peu de temps après, en 1771, lorsqu'il est nommé à la première chaire d'arabe du Collège royal Saint-Isidore à Madrid (Reales Estudios de San Isidoro). Comble de l'humiliation, Casiri fait partie du jury chargé de l'élire et doit se résigner à consacrer son adversaire. Il n'y avait pas d'alternative puisque les autres candidats n'étaient autres que Juan Amon et Muscat, les deux écrivains d'arabe de la Bibliothèque ouvertement hostiles à Casiri¹²². Remarquons enfin que l'ami botaniste de Pizzi, Ortega, est élu la même année comme premier professeur du Jardin botanique du roi¹²³. Sans avoir eu besoin de traduire le traité d'Ibn-al-Baytar, les deux hommes sont tout de même parvenus à s'imposer dans leurs champs respectifs.

La trajectoire ascendante de Pizzi face à Casiri est symptomatique des tensions qui traversent les cercles de pouvoir quant à l'orientation que les études arabes doivent prendre. Ceci étant, son succès doit aussi beaucoup au vide laissé par l'expulsion des jésuites en 1768 et à la réorganisation de l'enseignement supérieur qui s'ensuit. Casiri paie ses liens avec la Compagnie de Jésus, et plus largement son inscription dans les réseaux romains de l'orientalisme. Ce qui constituait vingt ans plus tôt une garantie est à présent jugé suspect : après l'expulsion des jésuites, la couronne entend reprendre en main les institutions d'enseignement, leur plan d'études et, partant, la formation du personnel politique, administratif et ecclésiastique de la Monarchie. Le Collège royal Saint-Isidore, où est nommé Pizzi, correspond en fait à l'ancien collège impérial des jésuites, le vaisseau amiral de la compagnie à Madrid, au sein duquel la couronne mène la première expérimentation d'un enseignement supérieur entièrement dicté par le roi. Celle-ci est suivie, en 1786, par une vaste réforme des universités, inspirée par Pérez Bayer, qui modifie l'organisation des études de manière à former des cadres administratifs

121. La violence de cette expulsion doit toutefois être relativisée, car Hodar est immédiatement accueilli à Lisbonne dans le cercle des orientalistes portugais, ce qui laisse penser qu'il n'a pas quitté Madrid sans avoir été recommandé. L'hypothèse d'une sortie facilitée par Casiri, pour éviter d'être lui-même impliqué dans cette affaire, n'est pas à exclure.

122. J. L. CARRILLO et M. PAZ TORRES, *Ibn al-Baytar y el arabismo español del XVIII, op. cit.*, p. 31.

123. Francisco Javier PUERTO SARMIENTO, *Ciencia de cámara. Casimiro Gómez Ortega (1741-1818). El científico cortesano*, Madrid, CSIC, 1992, p. 319-321.

soumis à la volonté royale. À cette occasion, une nouvelle chaire d'arabe est créée à l'université de Valence, ville d'où sont originaires les principaux instigateurs des réformes (Pérez Bayer, Pizzi, etc.)¹²⁴.

La structure des savoirs se trouve également affectée par ce conflit, l'autonomie propre à l'érudition se voyant durement concurrencée par la montée en puissance des usages appliqués de la langue. En effet, ni l'autonomie intellectuelle revendiquée par Casiri, ni le travail sur le passé arabe de l'Espagne ne bénéficient plus du même soutien sous Charles III que sous son prédécesseur¹²⁵. En témoignent les difficultés rencontrées par Casiri qui, à cette époque, travaille à la traduction d'une version arabe des premiers canons de l'Église d'Espagne, un manuscrit volumineux dont beaucoup espèrent qu'il lèvera la voile sur la situation de l'Église mozarabe. La couronne ne tient cependant pas à rouvrir un dossier potentiellement dangereux : à l'heure où le patronage royal sur l'Église s'est affermi, la réactivation de la mémoire de l'Église mozarabe pourrait provoquer une résurgence des revendications dans les chapitres cathédraux. Casiri n'est d'ailleurs pas le seul à en faire les frais : en 1774, Charles III fait arrêter et juger Flores, le responsable des fouilles de l'Alcazaba de Grenade, afin de mettre un terme aux polémiques suscitées par ces découvertes. En ordonnant l'enfouissement du site, Charles III enterre, au propre et au figuré, un usage polémique de l'érudition arabe.

Parallèlement, à la tête de la chaire d'arabe du Collège royal Saint-Isidore, Pizzi amorce un tournant pratique dans l'étude des langues orientales, déplaçant leur centre de gravité de l'érudition vers l'enseignement. Pizzi incarne le nouveau profil de l'arabisant de cour, campé en professeur plutôt qu'en bibliothécaire ou en éditeur, moins soucieux de l'histoire et des lettres arabes que des domaines d'application de la langue. Contre un savoir érudit unifié, il fait basculer la langue dans le domaine des *utilitas*, la réduisant à une discipline auxiliaire tenue de répondre aux usages pratiques du champ où elle est mobilisée¹²⁶. Si Pizzi a fait ses armes dans le domaine de l'érudition, sa production intellectuelle s'en est rapidement éloignée. Ses seules œuvres connues (et non publiées) sont des instruments pratiques pour l'apprentissage de l'arabe (dictionnaire, grammaire) et un texte de facture orientaliste sur les mœurs des Arabes¹²⁷. Il serait cependant

124. Francisco SÁNCHEZ-BLANCO PARODY, *El absolutismo y las Luces en el reinado de Carlos III*, Madrid, Marcial Pons, 2002, p. 100-112; Concepción DE CASTRO, *Campomanes. Estado y reformismo ilustrado*, Madrid, Alianza Editorial, 2009, p. 319-348.

125. Il s'agit là aussi d'un symptôme de la désillusion qui gagne les milieux lettrés face à la difficulté de produire une histoire critique de la littérature espagnole qui ne soit pas colonisée par les discours apologétiques : F. SÁNCHEZ-BLANCO PARODY, *El absolutismo y las Luces en el reinado de Carlos III*, *op. cit.*, p. 349-442.

126. C'est là une tension fréquente dans la structuration professionnelle des métiers de langue : Arnoud VROLIJK, « Arabic Studies in the Netherlands and the Prerequisite of Social Impact », in J. LOOP, A. HAMILTON et C. BURNETT (dir.), *The Teaching and Learning of Arabic in Early Modern Europe*, *op. cit.*, p. 13-32.

127. Paz FERNÁNDEZ, *Arabismo español del s. XVIII. Origen de una quimera*, Madrid, Instituto de Cooperación con el Mundo Árabe, 1991, p. 72.

trop simple de ne voir en Pizzi qu'un intellectuel à la solde de la couronne. Sa démarche consiste plutôt en un alignement de la normativité de la sphère savante sur celle de ses domaines d'application, qui intègre dans le champ du savoir les contraintes du cahier des charges fixé par l'État¹²⁸. En l'occurrence, avec la signature des traités de paix avec le Maroc (1767), la Sublime Porte (1782) et Alger (1786), la politique commerciale de la Monarchie en Méditerranée pèse davantage dans l'organisation de l'étude des langues orientales. À mesure que le réseau des légations espagnoles se déploie en Méditerranée musulmane, se pose la question de la formation des cadres diplomatiques et commerciaux. Les débats de cette époque portent sur l'opportunité d'enseigner l'arabe à l'université, dans un collège de langues orientales, ou de s'appuyer sur les légations pour y envoyer des jeunes interprètes en apprentissage¹²⁹.

L'érudition ne disparaît pas pour autant, mais elle s'aligne elle aussi sur les nouveaux critères de l'expertise linguistique au service de l'État. Cela est visible dans les couvents des ordres religieux, où les études arabes sont une fois de plus impulsées sous la houlette de Pedro Rodríguez de Campomanes, l'ami et protecteur de Casiri¹³⁰. En 1775, le franciscain Francisco Cañes est chargé par la couronne de relancer une entreprise éditoriale de longue haleine afin de produire une grammaire et un dictionnaire espagnol-arabe. Les finalités missionnaires de l'érudition arabe retrouvent ainsi des couleurs en s'articulant aux ambitions politiques et commerciales de l'Espagne en Méditerranée¹³¹. En 1786, la création d'une chaire d'arabe dans le monastère hiéronymite de l'Escorial manifeste également les nouvelles porosités entre les arabisants et le service de l'État. Conçu à l'origine comme « une espèce de collège de langues orientales¹³² » tourné vers la lecture, la copie et la restauration des manuscrits arabes, son premier

128. Plus généralement, le rôle joué par Pizzi dans les études arabes peut être rapproché de celui joué par les avocats ou les ingénieurs dans leur champ de savoir respectif. Voir Hélène VERIN, *La gloire des ingénieurs. L'intelligence technique du XVII^e au XVIII^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1993 ; Jean-Pierre DEDIEU, « La muerte del letrado », in F. J. ARANDA PÉREZ (dir.), *Letrados, juristas y burócratas en la España moderna*, Cuenca, Universidad de Castilla-La Mancha, 2005, p. 479-512. Pour un exemple moderne de liens entre l'orientalisme et les politiques publiques, voir Gil EYAL, « Dangerous Liaisons between Military Intelligence and Middle Eastern Studies in Israel », *Theory and Society*, 31-5, 2002, p. 653-693.

129. Ingrid CÁCERES WÜRSIG, « The *jeunes de langues* in the Eighteenth Century: Spain's First Diplomatic Interpreters on the European Model », *Interpreting*, 14-2, 2012, p. 127-144.

130. En 1786, Casiri désigne Campomanes comme son exécuteur testamentaire : AHPM, 20187, fol. 3.

131. J. L. CARRILLO et M. PAZ TORRES, *Ibn al-Baytar y el arabismo español del XVIII*, op. cit., p. 34-35 ; José Luis SOTO PÉREZ, *Arabismo e ilustración. Correspondencia literaria (1791-1803) de Fr. José Antonio Banquero con Don Fr. Manuel del Cenáculo Vilas Boas, Obispo de Beja y Arzobispo de Evora*, Oviedo, Centro de estudios del siglo XVIII, 1985.

132. Campomanes à Fray Antonio Moreno, 15 févr. 1786, cité dans Braulio JUSTEL CALABOZO, *El toledano Patricio de la Torre. Monje escorialense arabista y vicecónsul en Tánger*, Madrid, Ediciones Esculiarenses, 1991, p. 29.

titulaire, Fray Patricio de la Torre, a été formé par Pizzi au Collège royal Saint-Isidore. Il a rapidement quitté sa tour d'ivoire pour se rendre à Tanger en vue de perfectionner son arabe dialectal avant d'y occuper, quelques années plus tard, les fonctions de vice-consul¹³³. Enfin, malgré le développement des centres d'enseignement de l'arabe en Espagne, le recours à l'expertise des chrétiens maronites persiste. En 1787, Campomanes encourage la venue à Madrid d'un autre maronite, Elias Scidiac (Elias Šidiyāq), originaire d'Alep, qu'il fait entrer à la Bibliothèque royale pour préparer la succession de Casiri. Le prestige des érudits orientaux n'est donc pas entamé et le travail sur les manuscrits se poursuit à la Bibliothèque. Néanmoins, le recrutement de Scidiac s'est fait sans passer par Casiri, ni par le truchement de ses réseaux romains, mais par le biais du légat espagnol à Constantinople¹³⁴.

Le tournant qui s'opère à la fin du siècle est donc moins une rupture qu'une réorganisation des études arabes selon de nouvelles coordonnées. Avec Casiri, l'érudition arabe s'était construite autour d'un nombre réduit de clercs, qui avaient érigé une frontière entre le monde savant et la sphère profane, recouvrant du voile de l'ignorance toutes les pratiques dialectales, et reléguant le service de l'État à une tâche subalterne. Le développement de la diplomatie commerciale espagnole fait sauter ces digues, qui assuraient aux arabisants une relative autonomie dans les arcanes de la Monarchie. L'enseignement des langues vernaculaires devient l'objectif assigné par la couronne et, tel un point de fuite placé sur l'horizon, réoriente l'ensemble des activités liées au travail des langues orientales.

Casiri a pourtant essayé de maintenir à la Bibliothèque royale une pratique « pure » de l'érudition arabe. Il a patiemment formé à son art un jeune franciscain grenadin, José Banqueri, afin de préparer sa succession¹³⁵. Toutefois, malgré de nombreuses demandes, Casiri n'est pas parvenu à l'imposer et c'est Scidiac qui l'a emporté. Il n'est d'ailleurs pas à exclure que ce dernier soit un parent de la famille San Juan, ce qui signifierait que la rivalité entre Aleppins et Libanais, chaldéens et maronites, se rejoue une nouvelle fois à Madrid quarante ans plus tard. Cela expliquerait également pourquoi, à la fin de sa vie, Casiri rechigne désormais à recruter les arabisants parmi les Orientaux, préférant former de jeunes Espagnols à l'érudition et à l'interprétariat en articulant l'apprentissage à la Bibliothèque et la pratique dans les postes consulaires. Méfiance accrue envers les réseaux de la diaspora maronite ou concession aux nouvelles orientations des études arabes ?

133. *Ibid.*, p. 28-33.

134. Mariano ARRIBAS PALAU, « La llegada a España del maronita Elias Scidiac », *Murgetana*, 83, 1991, p. 53-82.

135. José Luis SOTO PÉREZ, « Un arabista del siglo XVIII. El franciscano Fr. José Banqueri, T. O. R. (1745-1818) », *Cuadernos de estudios del siglo XVIII*, 7-8, 1980, p. 147-178. Remarquons que Banqueri a commencé sa formation d'arabisant à Grenade puis à Lisbonne, sous la houlette d'Hodar, l'ancien employé de la Bibliothèque royale expulsé de Madrid en 1770. En 1779, envoyé à Madrid par son ordre, il est pris en charge par Casiri.

Quoi qu'il en soit, au soir de son existence, Casiri portait un jugement sévère sur les réseaux de la diaspora maronite, estimant que ces « petites mains » n'avaient rien apporté à l'érudition arabe :

Ces jeunes [orientaux] ne savent que l'arabe vulgaire sans aucune érudition et s'ils viennent, ils doivent être initiés par un maître docte et érudit qui les instruisse dans le maniement et l'étude des manuscrits arabes érudits [...]. Par ailleurs, je suis très échaudé [escarmentado] par quatre Arabes qui, par le passé, ont été agrégés à la Bibliothèque royale et ont suscité beaucoup de problèmes sans avoir été d'aucune utilité¹³⁶.

Le « moment » Casiri – bien plus court que sa longue carrière – correspond à la rencontre des aspirations des cercles lettrés et de la couronne espagnole dans le but d'adosser aux institutions royales une autorité linguistique en langue arabe. Cette rencontre se produit autour d'un diagnostic commun, celui de la nécessité de réfuter rationnellement, dans le champ historiographique comme juridique, les mythologies politico-religieuses qui soutiennent les autonomies urbaines. Si d'autres éléments sont assurément entrés en ligne de compte – tels les liens avec l'orientalisme en Europe ou la gestion de l'ordre public –, c'est autour de ce constat partagé qu'un pôle curial d'expertise en langue arabe a vu le jour. Cependant, la convergence de vue entre les érudits arabisants et la couronne a fait long feu, à mesure que la supériorité du patronage royal sur les droits des églises locales a été affirmée. Dès lors, le décalage entre les attentes de l'administration et les objectifs des arabisants n'a cessé de croître.

Le programme porté par Casiri a visé la constitution d'une science arabe générale (assimilée à l'arabe classique), réservée à une sphère savante, susceptible d'imposer son expertise en tout lieu et sur tous les locuteurs profanes. Cette utopie intellectuelle s'est construite en opposition aux formes dialectales de l'arabe et à la diversité de ses usages ordinaires, assimilés les uns et les autres à des dégénérescences linguistiques. Elle a également cherché à baliser un espace spécialisé du savoir régi selon des logiques professionnelles, niant par là même l'hétéronomie structurelle du marché du travail en langue arabe où les locuteurs précaires étaient légion. De fait, autant que ses prédécesseurs, Casiri est resté tributaire des réseaux de la diaspora maronite pour faire vivre un pôle d'érudition en langues orientales à Madrid. Un tel programme s'est heurté à des pratiques diverses de la langue arabe, qui répondaient à des besoins ponctuels, ancrés dans des lieux, des institutions et des communautés, et qui ne proposaient d'autres régimes de vérédiction que ceux imposés par les logiques de leurs usages. La couronne elle-même n'a soutenu cette expertise hors-sol que le temps strictement nécessaire à vaincre un certain nombre de résistances locales. D'ailleurs, à la fin du siècle, la réorganisation des études arabes

136. AHN, leg. 3416, exp. 12, Miguel Casiri au comte de Floridablanca, Madrid, 28 nov. 1782.

par la couronne ne reprend pas le modèle d'expertise défendu par Casiri. Elle lui préfère un savoir technique standardisé, régi par les règles de son utilité immédiate et indexé sur les besoins de l'administration. Cet arabe appliqué érigé en savoir d'État permet de réinvestir les pratiques vernaculaires de la langue en usage dans la Méditerranée occidentale, et qui avaient été écartées du savoir légitime façonné par Casiri.

La séparation de la langue et de la religion n'a donc pas été le prisme exclusif à travers lequel les sociétés ibériques chrétiennes ont considéré la langue arabe à l'époque moderne. La sécularisation ou la christianisation de l'arabe ont certes été des dynamiques prégnantes à certains moments, mais il convient de ne pas les ériger en processus transhistoriques qui caractériseraient le rapport de l'ensemble d'une société à une langue. Ce biais provient de la longue ignorance dans laquelle a été tenue la multitude d'arabisants subalternes qui ont loué leurs connaissances sur un marché précaire du travail linguistique. La pratique de l'arabe est en réalité bien plus répandue et plus diverse qu'on ne l'a pensé. Dès lors, une autorité linguistique telle que Casiri l'a incarnée à Madrid n'a pas émergé en raison de la rareté de la ressource, mais à cause d'un trop-plein d'expertise qu'il convenait de réguler. La construction de l'arabe comme savoir d'État ne répond ainsi pas seulement aux préoccupations des milieux lettrés ou aux besoins de la politique étrangère : elle participe aussi d'un affaiblissement des marchés locaux de l'expertise linguistique.

Thomas Glesener
 Aix-Marseille Université, CNRS, IUF
thomas.glesener@univ-amu.fr

